

# GRIDAUH

Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit  
de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat

Préparation du DAUH 2009

## *Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat*

### **Textes officiels**

*Lois, ordonnances  
Décrets  
Circulaires*

&

### **Revue bibliographique**

*Articles  
Chroniques de jurisprudence  
Rapports d'information en ligne  
Ouvrages parus récemment*

**1<sup>er</sup> semestre 2008**

Alexandra Cocquière  
Amélie Delattre  
Nathalie Wolff

Sous la direction de  
Jean-Philippe Brouant  
et Jean-Pierre Lebreton



# AVERTISSEMENT

---

Cette revue documentaire, établie notamment à partir de revues juridiques et non juridiques, se rapporte aux différentes rubriques traitées dans le DAUH (un article peut être référencé dans plusieurs rubriques). Elle contient également des liens vers des rapports d'information disponibles sur internet.

## **Depuis 2007, elle fait l'objet d'une nouvelle présentation :**

- la revue bibliographique et la Compilation des textes ont été regroupées dans un même document ;
- par ailleurs, pour en rendre la consultation plus aisée, le Recueil des textes a été remplacé par une table de liens à partir desquels vous pourrez télécharger les textes officiels ;
- enfin, la doctrine et la jurisprudence commentée sont traitées de façon distincte pour permettre une vision plus synthétique de cette dernière.

Malgré le soin apporté à la constitution de cette revue, elle ne prétend pas être exhaustive, et nous restons à votre disposition pour toute observation ou suggestion afin d'améliorer la qualité de ce document.

En vous souhaitant bonne lecture, nous espérons que cette revue constituera un outil utile à votre travail.

L'équipe du GRIDAUH



# LISTE DES REVUES ANALYSEES

---

Actualité Juridique du Droit Administratif (AJDA)  
Actualité Juridique du Droit Immobilier (AJDI)  
Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel (BDEI)  
Bulletin Juridique des Collectivités Locales (BJCL)  
Bulletin Juridique du Droit de l'Urbanisme (BJDU)  
Construction et urbanisme  
Droit Administratif (éd. Jurisclasseur)  
Droit de l'Environnement (éd. Jurisclasseur)  
Droit et Ville  
Environnement  
Esprit  
Etudes Foncières  
La Gazette du Palais  
La Semaine juridique éd. Administration et Collectivités Territoriales (JCP  
A)  
Le Débat  
Le Moniteur (MTP)  
Les Petites Affiches (LPA)  
Répertoire notarial (Defrénois)  
Revue de Droit Immobilier (RDI)  
Revue de Droit Public (RDP)  
Revue de Droit Rural  
Revue Européenne de Droit de l'Environnement (REDE)  
Revue Française de Droit Administratif (RFDA)  
Revue juridique de l'Entreprise publique (RJEP)  
Revue juridique de l'Environnement (RJE)  
Urbanisme



<b>TEXTES OFFICIELS .....</b>	<b>8</b>
Lois.....	9
Décrets.....	9
Circulaires .....	11
Instructions .....	12
<b>DOCTRINE, JURISPRUDENCE COMMENTEE, DOCUMENTATION EN LIGNE.....</b>	<b>14</b>
0. Généralités.....	16
1. Acteurs .....	18
2. Aménagement du territoire.....	22
3. 4. Planification et règles d'urbanisme .....	26
5. Environnement .....	32
6. Patrimoine .....	44
7. Politiques foncières .....	46
8. Fiscalité et participations d'urbanisme.....	58
9. Opérations d'aménagement.....	60
10. Autorisations d'occupation des sols .....	64
11. Contentieux .....	74
12. Habitat .....	80
13. Politique de la ville.....	84
14. Urbanisme outre-mer.....	86



# **TEXTES OFFICIELS**

## *Lois*

Loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit

<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017727195&dateTexte=&fastPos=1&fastReqId=1054721836&oldAction=rechTexte>

## *Décrets*

Décret n° 2008-5 du 2 janvier 2008 portant application de l'article L. 563-5 du code de l'environnement et relatif à la communication de données intéressant la sécurité des personnes et des biens dans le cadre de la prévention des risques naturels majeurs

<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017786292&dateTexte=&fastPos=9&fastReqId=36899377&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-74 du 23 janvier 2008 modifiant le décret n° 2007-833 du 11 mai 2007 relatif au Comité national de l'eau

<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017985631&dateTexte=&fastPos=6&fastReqId=977609319&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-113 du 7 février 2008 relatif aux comités techniques paritaires du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018088929&dateTexte=&fastPos=9&fastReqId=771938402&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-127 du 12 février 2008 modifiant le décret n° 2007-984 du 15 mai 2007 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux comités de bassin

<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018117964&dateTexte=&fastPos=6&fastReqId=771938402&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-195 du 27 février 2008 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du code du patrimoine et relatif aux conventions conclues avec la Fondation du patrimoine et certaines fondations ou associations en faveur de la restauration de monuments historiques privés

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018193800&dateTexte=&oldAction=rechJO>

Décret n° 2008-229 du 7 mars 2008 inscrivant les opérations d'aménagement de la Plaine du Var parmi les opérations d'intérêt national mentionnées à l'article R. 121-4-1 du code de l'urbanisme

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000018229080&dateTexte=&oldAction=rechJO>

Décret n° 2008-417 du 30 avril 2008 portant abrogation du décret n° 2007-977 du 15 mai 2007 relatif au comité technique paritaire commun aux agences de l'eau institué auprès du directeur de l'eau

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018740280&dateTexte=&fastPos=3&fastReqId=1666290849&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-421 du 2 mai 2008 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018743092&dateTexte=&fastPos=25&fastReqId=746371366&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-422 du 2 mai 2008 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018743101&dateTexte=&fastPos=24&fastReqId=746371366&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-457 du 15 mai 2008 relatif aux sites Natura 2000 et modifiant le code de l'environnement

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018800914&dateTexte=&fastPos=17&fastReqId=746371366&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-461 du 15 mai 2008 relatif au diagnostic de performance énergétique lors des mises en location de bâtiments à usage principal d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018802172&dateTexte=&fastPos=16&fastReqId=746371366&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-481 du 21 mai 2008 modifiant le décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018829466&dateTexte=&fastPos=1&fastReqId=1764181203&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des offices publics de l'habitat

<http://www.legifrance.gouv.fr/./affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019018051&dateTexte=&fastPos=5&fastReqId=1964418715&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-608 du 26 juin 2008 relatif à l'aide personnalisée au logement et modifiant le code de la construction et de l'habitation  
<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019075184&dateTexte=&fastPos=2&fastReqId=433178737&oldAction=rechTexte>

Décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Etablissement public foncier de Poitou-Charentes  
<http://www.legifrance.gouv.fr/.affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019108969&dateTexte=&fastPos=1&fastReqId=1964418715&oldAction=rechTexte>

## *Circulaires*

Circulaire du 10 décembre 2007 relative à l'actualisation annuelle des valeurs de base pour le calcul de la taxe locale d'équipement, des taxes assimilées et de la redevance d'archéologie préventive (BO Equipement n° 24/2007, 10/01/2008)  
<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200724/A0240066.htm>

Circulaire du 11 janvier 2008 relative à la consultation du public en 2008 sur les projets de SDAGE, le rapport environnemental et le programme de mesures qui y sont attachés (BO Ecologie n° 2/2008, 15/02/2008)  
[http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200803/eat\\_20080003\\_0100\\_0032.pdf](http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/bo/200803/eat_20080003_0100_0032.pdf)

Circulaire du 29 janvier 2008 relative aux unités touristiques nouvelles en montagne (BO Equipement n° 10/2008, 10/06/2008)  
<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200810/A0100054.htm>

Circulaire du 30 janvier 2008 relative à la construction de logements sociaux par les communes déficitaires au sens de l'article 55 de la loi SRU  
[http://www.juri-logement.org/les\\_textes/2008/C-30janv2008ConstructionLogtsSociaux.htm](http://www.juri-logement.org/les_textes/2008/C-30janv2008ConstructionLogtsSociaux.htm)

Circulaire du 18 février 2008 relative au rôle des agences départementales d'information sur le logement (ADIL) dans la mise en œuvre de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO) et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (BO Equipement n° 5/2008, 25/03/2008)  
<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20085/A0050030.htm>

Circulaire du 26 février 2008 relative à la mise en œuvre de la procédure de constat de carence dans le cadre du bilan de la deuxième période triennale 2005-2007 (art. L. 302-8 et suivants du code de la construction et de l'habitation) (BO Equipement n° 5/2008, 25/03/2008)  
<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20085/A0050031.htm>

Circulaire UHC/IUH3 du 26 mars 2008 relative à la mise en œuvre des opérations de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale spécifique insalubrité (MOUS insalubrité) (BO Equipement n° 7/2008, 25/04/2008)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/Bo20087/A0070035.htm>

Circulaire du 21 avril 2008 relative aux principes généraux d'organisation des mises en concurrence en matière d'études d'aménagement, d'urbanisme et de déplacement (BO Equipement n° 11/2008, 25/06/2008)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO200811/A0110044.htm>

Circulaire n° 10 du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux (BO Ecologie n° 10/2008, 30/05/2008)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-10-du-30-mai,9934.html>

Circulaire n° 11 du 22 avril 2008 relative aux offices de l'eau d'outre-mer constitués en application de l'article L. 213-13 du code de l'environnement (BO Ecologie n° 10/2008, 30/05/2008)

<http://www.ecologie.gouv.fr/Bulletin-officiel-No-10-du-30-mai,9934.html>

Circulaire du 6 mai 2008 relative aux nouvelles procédures de cession du foncier public (BO Equipement n° 9/2008, 25/05/2008)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20089/A0090042.htm>

## *Instructions*

Instruction n° I. 2007-02 du 31 décembre 2007 relative à l'adaptation des interventions de l'Agence nationale de l'habitat pour la mise en œuvre de la loi instituant le droit au logement opposable (BO Equipement n° 3/2008, 25/02/2008)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20083/A0030057.htm>

Instruction n° I. 2007-03 du 31 décembre 2007 relative aux subventions de l'Anah dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne (BO Equipement n° 3/2008, 25/02/2008)

<http://www2.equipement.gouv.fr/bulletinofficiel/fiches/BO20083/A0030058.htm>



**DOCTRINE, JURISPRUDENCE  
COMMENTEE,  
DOCUMENTATION EN LIGNE**



## 0. Généralités

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
« Remarques sur quelques dérives du droit de l'urbanisme », I. SAVARIT-BOURGEOIS, in Mélanges en l'honneur de Jean-François LACHAUME	Dalloz	2007	939-959	
104 <sup>e</sup> CONGRES DES NOTAIRES DE FRANCE. Nice, 4-7 mai 2007. Le développement durable, un défi pour le droit	LexisNexis Litec	2008	922 p.	5
Confluences, Mélanges en l'honneur de Jacqueline Morand-Deville	Montchrestien	2007	968 p.	
Droit de l'urbanisme, 4 <sup>e</sup> éd., B. DROBENKO (mémento)	Gualino	2008	350 p.	
Droit de l'urbanisme, 6 <sup>e</sup> éd., H. JACQUOT et F. PRIET	Dalloz	2008	978 p.	
Droit de l'urbanisme, J-F. DAVIGNON	Litec	2008	192 p.	
La Forme urbaine et l'enjeu de sa qualité, ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS	CERTU	2007	93 p.	
Le principe de précaution en droit administratif, M. PAQUES (dir.)	Bruylant	2008	308 p.	

### DOCTRINE (PERIODIQUES)

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'irruption de la sûreté dans le champ du droit de l'urbanisme, J.-Ph. BROUANT	AJDA	1	14/01/08	18-22	3 - 9
Les documents de planification locale, une nouvelle catégorie d'actes en voie de constitution, A. ZIANI	BJCL	5	2008	330-335	3
Faut-il (encore !) réformer le droit de l'urbanisme, H. PERINET-MARQUET	Constr.-urb.	4	2008	1-2	
La reconstruction à l'identique après sinistre, un droit législatif incertain, Ch. PAOLI, ( <i>*publication du mémoire primé au concours du Gridauh 2006-2007</i> )	Droit et Ville	65	2008	24-129	4
<b>Dossier : Le gouvernement des villes</b> Introduction de O. Mougin, P. Veltz, Au delà du développement local Entretien avec D. Mangin, Les flux, l'architecture et la ville Entretien avec V. Renard, L'urbanisme et le foncier. La déconnexion entre le spatial et la finance Entretien avec C. Conrad, Face à la demande de logement. Logements sociaux, parc locatif et architecture R. Epstein, L'éphémère retour des villes, . L'autonomie locale à l'épreuve des recompositions de l'Etat F. Ascher Effet de serre, changement climatique et capitalisme cleantech	Esprit	-	Fév. 2008	55-175	1, 12, 13

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
C. Ghorra-Gobin, Le gouvernement des «espaces métropolisés ». Refonder la relation entre l'Etat et le territoire national					
Faut-il réécrire le Code de l'urbanisme ?, A. CLUZET	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	20-24	
L'impôt foncier. Un outil d'orientation de l'occupation du sol, Ph. THALMANN	Etudes foncières	133	Mai-juin 2008	10-13	
Aménagement. Que font donc les économistes ? S. GUELTON, F. NAVARRE	Etudes foncières	133	Mai-juin 2008	14-17	
Capitales et capitaux. Vers la ville financiarisée, I. BARAUD-SERFATY	Le Débat	148	Janv.-Fév. 2008	96 et s.	
La ville saisie par la finance, V. RENARD	Le Débat	148	Janv.-Fév. 2008	106 et s.	
Le développement durable : regards sur un droit en construction, et sur ses bâtisseurs, G. VIDALENC	LPA	81	22/04/08	8 et s.	
Urbanisme , construction et environnement (2007/2020), V. BARBE	LPA	113	05/06/08	4 et s.	
Droit et développement durable, A. TOUZET	RDP	2	2008	453-488	<b>5</b>
104 <sup>ème</sup> Congrès des notaires de France. Développement durable, un défi pour le droit. Propositions adoptées	Répertoire Defrénois	11	15/06/08	1160-1177	<b>5</b>

## DOCUMENTATION EN LIGNE

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Organisme</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
Avis du Conseil économique et social, « réunifier et réconcilier la ville », G. LE GALL <a href="http://www.ces.fr/rapport/doclon/08011401.pdf">http://www.ces.fr/rapport/doclon/08011401.pdf</a>	CES	2008	158 p.	13
Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, sous la présidence de J. ATTALI <a href="http://www.liberationdelacroissance.fr/files/rapports/rapportCLCF.pdf">http://www.liberationdelacroissance.fr/files/rapports/rapportCLCF.pdf</a> V. spéc. : pp. 80-82 ; 132-138 ; 148-149 ; 160 ; 195-199 ; 205-207	CLCF	2008	245 p.	

# 1. Acteurs

## DOCTRINE

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Les outils de l'information environnementale : trop plein ou insuffisance ? Ph. NARBÉY, M. RAUNET	BDEI	15	Mai 2008	43-46	5
Démocratie de proximité + démocratie participative, une équation à somme positive ? E. AUBER	BJCL	4	2008	244-246	
Savoir, expertiser, assumer : le triptyque du rapport Lepage, P. BILLET	Environnement	2	2008	3-4	
<b>Dossier sur le Rapport de la mission Lepage sur la gouvernance écologique</b> - Avant-propos, C. LEPAGE, p. 10 - Commentaire de la partie I du rapport Lepage : le droit à l'information environnementale, L. FONBAUSTIER, pp. 11-13 - Le rapport final (première phase) de la mission Lepage : brèves observations sur les propositions en matière pénale, P. CONTE, pp. 14-19 - L'expertise environnementale : les fondements classiques de la procédure au service de la modernité des préoccupations environnementales, G. DEHARO, pp. 19-22 - L'expertise dans le rapport Lepage : le point de vue du juge, M.-O. BERTELLA-GEFFROY, pp. 23-25 - L'information et l'expertise dans le rapport Lepage : le point de vue du scientifique, A. SUGIER, pp. 26-27 - Commentaire des propositions du rapport Lepage relative à la responsabilité civile, M. BOUTONNET et L. NEYRET, pp. 28-31 - Le volet installations classées du rapport Lepage sur la gouvernance écologique, D. GILLIG, pp. 32-36 Réflexions sur une quête de déontologie informationnelle, E. A. CAPRIOLI et I. CHOUKRI, pp. 40-42	Environnement	4	2008	9-42	5
<b>Dossier : Le gouvernement des villes</b> Introduction de O. Mougin, P. Veltz, Au delà du développement local Entretien avec D. Mangin, Les flux, l'architecture et la ville Entretien avec V. Renard, L'urbanisme et le foncier. La déconnexion entre le spatial et la finance Entretien avec C. Conrad, Face à la demande de logement. Logements sociaux, parc locatif	Esprit	-	Fév. 2008	55-175	0, 12, 13

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
et architecture R. Epstein, L'éphémère retour des villes, . L'autonomie locale à l'épreuve des recompositions de l'Etat F. Ascher Effet de serre, changement climatique et capitalisme cleantech C. Ghorra-Gobin, Le gouvernement des »espaces métropolisés ». Refonder la relation entre l'Etat et le territoire national					
Fonds de concours et intercommunalité, G. TERRIEN	JCP A	4	21/01/08	20-25	
Les modalités de mise en oeuvre d'un groupement européen de coopération territoriale, J.-C. LUBAC	JCP A	18	28/04/08	3-6	
Les communautés, actrices du développement durable, D. CHRISTIANY	MTP	5440	29/02/08	97	
L'architecture, l'urbain et le Grenelle de l'environnement, M. HUET	RDI	2	Mars 2008	72-81	5
104 <sup>ème</sup> Congrès des notaires de France : Le droit d'accès du public à l'information environnementale, Ph. NARBÉY et M. RAUNET	Répertoire Defrénois	5	15/03/2008	505-519	5
<b>Dossier : La protection de l'espace agricole face aux changements d'affectation</b> V. notamment : Le débat public préalable, B. PEIGNOT	Revue Droit Rural	359	Janvier 2008	13-18	7
Le bilan en demi-teinte de l'Acte II. Décentraliser plus ou décentraliser mieux ?, G. MARCOU	RFDA	2	Mars-avril 2008	295-315	2-12
<b>DOSSIER : Gouverner</b> <b>Editorial : Gouverner (in extenso)</b> <b>Participation :</b> La démocratie participative : le goût du politique ( <a href="#">introduction</a> ) Céline Braillon (ADELS) : de la participation à la co-production ( <a href="#">introduction</a> ) <b>Intercommunalité(s) :</b> Intercommunalités en banlieue : la nouvelle posture des maires ( <a href="#">introduction</a> ) Lettre au maire de la commune voisine ( <a href="#">introduction</a> ) L'urbanisme à l'heure intercommunale ( <a href="#">introduction</a> ) Politiques locales de l'habitat : le temps des agglomérations ( <a href="#">introduction</a> ) <b>Île-de-France :</b> Le Grand Paris en débat ( <a href="#">introduction</a> ) La fausse évidence ( <a href="#">introduction</a> ) Quelle architecture institutionnelle ? ( <a href="#">introduction</a> ) Vers une gouvernance pour le cœur d'agglomération : "Paris Métropole" ( <a href="#">introduction</a> ) Schéma directeur de la région Île-de-France : du modèle aux acteurs ( <a href="#">introduction</a> ) Métropoles européennes en quête de gouvernance ( <a href="#">introduction</a> ) Pour ne pas conclure ce dossier... Gouverner ? ( <a href="#">in extenso</a> )	Urbanisme	358	Janv-fév. 2008	-	
<b>Dossier : La ville négociée. Actes de la 28<sup>ème</sup> rencontre nationale des agences d'urbanisme.</b> Ce numéro hors série propose les synthèses des interventions et des tables rondes de la 28ème	Urbanisme	HS n° 35	Janv. 2008	70 p.	2

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
rencontre des agences d'urbanisme qui a eu lieu autour du thème de la « ville négociée». Plusieurs interventions ont été consacrées à l'aire urbaine toulousaine. Des ateliers ont eu pour thèmes savoir-faire et faire savoir (en abordant notamment le rôle du foncier et la prise en compte des aspirations des habitants), les nouveaux espaces de négociation (notamment autour du développement durable avec l'exemple de Cambridge, et du rôle des schémas de cohérence territoriale), les transports et infrastructures (illustration par l'exemple de Barcelone), les acteurs privés, la communication.					

## DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Aménagement du territoire, enseignement supérieur et recherche : entre proximité et excellence, J-P. DUPORT, Section des Economies régionales et de l'aménagement du territoire du CES <a href="http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-2debat/ass.htm">http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-2debat/ass.htm</a>	CES	30/01/08	178 p.	2
Bilan de l'intercommunalité au 1 <sup>er</sup> janvier 2008, DGCL <a href="http://www.dgcl.interieur.gouv.fr">www.dgcl.interieur.gouv.fr</a>	DGCL	28/01/08		
<b>François Fillon devant le Conseil national du littoral (CNL)</b> Le Premier ministre, François Fillon, a réuni le 31 janvier 2008 sous sa présidence le Conseil national du littoral (CNL). A l'ordre du jour de cette réunion plénière : le bilan de la loi Littoral, la collaboration entre le CNL et le Grenelle de l'environnement et les axes de travail du gouvernement et du CNL. <a href="http://www.diact.gouv.fr/fr_1/IMG/Fichiers/LITTORAL/01.31%20Conseil%20national%20du%20Littoral.pdf">http://www.diact.gouv.fr/fr_1/IMG/Fichiers/LITTORAL/01.31%20Conseil%20national%20du%20Littoral.pdf</a>	CNL	2008	6 p.	5
Imaginer les métropoles d'avenir, D. PERBEN, Présidence de la République, Paris <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000068/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000068/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Présidence de la République	2008	79 p.	5
Perspectives d'évolution institutionnelle du Grand Paris. Rapport d'information N° 262 (2007-2008) - par M. Ph. DALLIER de l'observatoire de la décentralisation Collectivités territoriales. <a href="http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-262-notice.html">http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-262-notice.html</a>	Sénat	2008	255 p.	
Quartier de la Défense : aux collectivités territoriales de prendre le relais, Rapport d'information No 246 (2007-2008) - par M. Philippe DALLIER de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation <a href="http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-246-notice.html">http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-246-notice.html</a>	Sénat	27/03/2008	67 p.	9

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CAA Douai	05/07/07	SARL de La Roche et SCI Les Jardins d'Etalondes, n° 06DA01594	Les représentants des membres de la commission départementale d'équipement commercial doivent-ils être désignés nominativement ?	AJDA, 3/2008, pp. 154-158, concl. J. LEPERS	10
Cass. civ. 3	07/11/07	N° 06-18.617	Installation classée et obligation d'information de l'acquéreur d'un immeuble voisin	Env., 1/2008, pp. 28-29, note J.-M. FEVRIER	5
CAA Bordeaux	19/11/07	SARL Aventi, n°05BX01184	Détermination de la notion d'agglomération	Env., 5/2008, pp. 33-34, note J.-M. FEVRIER	
CAA Lyon	18/12/07	Tixier, n° 04LY01627	Regroupement de sections de communes dans le cadre d'un syndicat mixte	JCP A, 14/2008, pp. 35-36, note J. MOREAU	
CAA Douai	28/12/07	Cne Pont-de-Metz, n° 06DA01758	Conflit de compétences entre une communauté d'agglomération et une commune concernant l'accueil des gens du voyage	AJDA, 8/2008, pp. 410-416, concl. J. LEPERS	12
TA Amiens	31/12/07	Cne de Vauxcere, n° 0501460	La consultation du public sur les projets de construction d'éoliennes	AJDA, 14/2008, p. 775	10
CE, Rec.	11/01/08	M. Lesage, M. et Mme de Bouard, n° 292493	Précisions sur la procédure du débat public	AJDA, 2/2008, p. 69, obs. E. ROYER Dr. env., 158/2008, pp. 19-21, note S. CHARBONNEAU Env., 3/2008, pp. 41-42, note P. TROUILLY RJEP, n° 653, mai 2008, pp. 29-32, concl. F. LENICA	
CE	16/01/08	Sté Leroy Merlin, n° 296528	Désignation des membres d'une commission d'équipement commercial	AJDA, 3/2008, p. 119, obs. E. ROYER BJCL, 3/2008, pp. 177-181, concl. R. KELLER Constr.-urb., 3/2008, pp. 33-34, note M. A. RENAUX JCP A, 7/2008, pp. 41-42, note G. PELLISSIER	10
CJCE	31/01/08	Commission c/ Rép. Italienne, n° C-69/07	Information et participation du public	Env., 3/2008, p. 42, obs. P. TROUILLY	5

## 2. Aménagement du territoire

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
40 ans d'aménagement du territoire, 4 <sup>ème</sup> éd., A. DELAMARRE, C. LACOUR, DIACT	La Documentation française	mars 2008	162 p	
L'aménagement du territoire, QSJ n° 987, Ph. DE CASTELBAJAC, J. MONOD	PUF	mars 2008	128 p.	
Tourisme et aménagement touristique. Des objectifs inconciliables ?, nouv. éd., P. MERLIN, coll. Les Etudes de la Documentation française	La Documentation française	2008	232 p.	

### DOCTRINE (PERIODIQUES)

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Une relance des schémas de mise en valeur de la mer : nouveaux modes d'élaboration et nouvelles catégories, S. TRAORE	Droit de l'environnement	155	Janv.-fév. 2008	21-27	5
Que signifie la démarche du « Grand pari de l'agglomération parisienne » ?, M. WEIL	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	12-15	13
<b>Dossier Entreprises et territoires</b> Danier Béhar et Philippe Estèbe, La fausse évidence régionale Francesc Santacana, Monica Madrigal L'exemple de Barcelone François Stevens, Dynamiques des partenaires lillois Jacques Perrat, les pôles de compétitivité Entretien avec Christophe Rouillon, Nouvelle génération des fonds structurels européens	Projet	301	Nov. 2007	38-75	
Le bilan en demi-teinte de l'Acte II. Décentraliser plus ou décentraliser mieux ?, G. MARCOU	RFDA	2	Mars avril/2008	295-315	1-12
<b>Dossier : prospective urbaine et politique de la ville</b> Pour une prospective urbaine, H. de JOUVENEL, pp. 7-13 Quinze démarches de prospective territoriale et quelques enseignements, D. DENIZOT, pp. 15-29 La prospective territoriale est-elle utile pour la politique de la ville ?, C. SPOHR et G. LOINGER, pp. 31-37 La ville de demain se construit en banlieue, M. CANTAL-DUPART, pp. 39-44 Stratégie, prospective et territoires : un usage local ?, D. BEHAR, pp. 45-52	Territoires 2030	4	2007	7-170	13

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<p>La prospective au Royaume-Uni face au défi des territoires urbains sensibles, P LEE, pp. 53-65</p> <p>Distance spatiale, distance sociale... L'accessibilité peut-elle se substituer à la mixité ?, Y. CROZET, A. MERCIER, N. OVTRACHT, pp. 67-76</p> <p>Accompagner les turbulences : une périurbanisation durable, F. MANCEBO, pp. 77-85</p> <p>Territoires urbains « délaissés », entre euphémismes et caricatures. Quelles perspectives possibles ?, C. JACQUIER, pp. 89-104</p> <p>Quartiers sensibles et politique de la ville, quelques éléments de réflexion rétrospective et prospective, J. DAMON, pp. 105-117</p> <p>La bonne coordination des solidarités locales et nationales est l'une des clés de la politique de la ville, P. JOYEUX, pp. 119-127</p> <p>La géographie prioritaire en question : synthèse prospective et approche de deux villes méridionales, Nîmes et Béziers, H. VIEILLARD-BARON, pp. 129-140</p> <p>La prospective urbaine est-elle soluble dans le marketing territorial ? Réflexions sur l'évocation du futur dans la promotion de la ville, P. THIARD, pp. 141-154</p> <p>Quelle place pour la prospective dans la politique des quartiers en Wallonie et à Bruxelles ?, M. VAN CUTSEM et G. ROPARS, pp. 155-170</p>					
<p><b>Dossier : La ville négociée. Actes de la 28<sup>ème</sup> rencontre nationale des agences d'urbanisme.</b></p> <p>Ce numéro hors série propose les synthèses des interventions et des tables rondes de la 28<sup>ème</sup> rencontre des agences d'urbanisme qui a eu lieu autour du thème de la « ville négociée ». Plusieurs interventions ont été consacrées à l'aire urbaine toulousaine. Des ateliers ont eu pour thèmes savoir-faire et faire savoir (en abordant notamment le rôle du foncier et la prise en compte des aspirations des habitants), les nouveaux espaces de négociation (notamment autour du développement durable avec l'exemple de Cambridge, et du rôle des schémas de cohérence territoriale), les transports et infrastructures (illustration par l'exemple de Barcelone), les acteurs privés, la communication.</p>	Urbanisme	HS n° 35	Janv. 2008	70 p.	1

## DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
<p>Rapport d'information n° 716 sur le lancement du cycle de programmation 2007-2013 des fonds structurels européens, présenté par J.-L. DUMONT, Assemblée Nationale</p> <p><a href="http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i0716.asp">http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i0716.asp</a></p>	AN	13/02/08	77 p.	
<p>Aménagement du territoire, enseignement supérieur et recherche : entre proximité et excellence, J.-P. DUPORT, Section des Economies régionales et de l'aménagement du territoire du CES</p> <p><a href="http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-2debat/ass.htm">http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-2debat/ass.htm</a></p>	CES	30/01/08	178 p.	1
<p>La contribution de l'intercommunalité à l'action régionale – SDRIF et territoires de projets. Rapport préparé par I. DROCHON au nom de la Commission de l'aménagement du territoire. Rapport du CES Ile-de-France</p> <p><a href="http://www.cesr-iledefrance.fr/cesr_doc/rapport_pdf/rapport08_terr_intercom.pdf">http://www.cesr-iledefrance.fr/cesr_doc/rapport_pdf/rapport08_terr_intercom.pdf</a></p>	CES Ile-de-France	10/04/08	57 p.	

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
TA Réunion, Tab.	27/09/07	Cne de St-André c/ Région Réunion et a., n° 0700032	Les conséquences de l'absence d'analyse d'un schéma régional avant sa mise en révision	BJDU, 1/2008, pp. 16-22, concl. S. ENCONTRE, obs. J-C. BONICHOT	
CE	21/12/07	Région du Limousin et a., n° 293260	Valeur juridique des engagements de l'Etat dans les opérations d'aménagement du territoire	AJDA, 1/2008, p. 7, obs. J.-M. PASTOR	
CE, Rec.	03/03/08	Mme Laporte et a., n° 278168	Précisions sur le contentieux des schémas de mise en valeur de la mer	AJDA, 10/2008, p. 495, obs. E ROYER AJDA, 15/2008, pp. 805-811, chr. J. BOUCHER et B. BOURGEOIS-MACHUREAU Constr.-urb., 6/2008, pp. 16-17, P. CORNILLE Dr. adm., 5/2008, pp. 30-31 Env., 4/2008, pp. 47-50, note J.-M. FEVRIER	5
CE, Tab.	21/05/08	Asso. d'environnement Attainville ma campagne, n° 296347	Le SDRIF est-il directement opposable ?	BJDU, 2/2008, pp. 94-98, concl. Y. AGUILA	



### 3. 4. Planification et règles d'urbanisme

#### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Réussir son PLU, E. BECET	Territorial éditions	Fév. 2008	92 p.	

#### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'irruption de la sûreté dans le champ du droit de l'urbanisme, J.-Ph. BROUANT	AJDA	1	14/01/08	18-22	0 - 9
Les documents de planification locale, une nouvelle catégorie d'actes en voie de constitution, A. ZIANI	BJCL	5	2008	330-335	0
Variations sur les périmètres d'inconstructibilité temporaire. A propos de la Rép. Min. Ecologie n° 00148, JO Sénat Q, 6 déc. 2007, p. 2224. Note G. GODFRIN	Constr.-urb.	2	2008	21-22	
Le PLU peut-il fixer des règles différentes selon le type d'habitation ?. A propos de la Rép. Min. Ecologie n° 3080, JOAN Q, 25 déc. 2007, p. 8224. Note G. GODFRIN	Constr.-urb.	3	2008	29-30	
La servitude de cour commune : 50 ans d'incertitude (1 <sup>ère</sup> partie), G. GODFRIN	Constr.-urb.	4	2008	9-14	
La servitude de cour commune : 50 ans d'incertitude (2 <sup>ème</sup> partie), G. GODFRIN	Constr.-urb.	5	2008	7-10	
La reconstruction à l'identique après sinistre, un droit législatif incertain, Ch. PAOLI, ( <i>*publication du mémoire primé au concours du Gridauh 2006-2007</i> )	Droit et Ville	65	2008	24-129	0
La portée juridique des cartes communales, Ph. BOULISSET et N. BEAL	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	6-7	
L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, L. CECCARELLI-LE GUEN	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	41-46	5
La perte de constructibilité d'un terrain, Ph. BOULISSET, N. BEAL	Etudes foncières	133	Mai-juin 2008	7-9	
Documents d'urbanisme et développement durable : l'exemple du littoral, J.-P. GILLES, J.-P. ROUX et A. DUPIE in 104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit.	JCP N	14	2008	14-18	5
Le droit des sols, enjeu du développement durable, R. MARIO in 104 <sup>e</sup> congrès des Notaires	MTP	5452	23/05/08	98-99	5
<b>Dossier : La protection de l'espace agricole face aux changements d'affectation</b>	Revue Droit	359	Janv. 2008	9-73	7

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction, J.-J. BARBIERI, pp. 10-12</li> <li>- Le débat public préalable, B. PEIGNOT, pp. 13-18</li> <li>- Expropriation et changement total d'affectation des espaces agricoles, J. BROUIN, pp. 19-21</li> <li>- Les droits de préemption des collectivités publiques et des Safer face aux changements de destination des espaces agricoles, E. DORISON, pp. 22-28</li> <li>- Un changement limité de l'usage agricole : les contraintes à la production résultant des servitudes environnementales et d'urbanisme, A. IZEMBARD et X. LARROUY-CASTERA, pp. 34-45</li> <li>- Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge administratif, J. DRUAIS, pp. 46-49</li> <li>- Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge judiciaire, E. LEMONNIER, pp. 50-55</li> <li>- Les conséquences des changements d'affectation de l'espace agricole. La réparation par l'indemnisation, M.-O. LUX-RUHARD, pp. 55-61</li> <li>- La réparation par la compensation foncière et « l'aménagement foncier agricole et forestier », J.-P. SILIE, pp. 62-66</li> <li>- Rapport de synthèse, P. BILLET, pp. 67-73</li> </ul>	Rural				

### JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CAA Bordeaux	06/03/07	M. Thierry Guérin, n° 04BX01885	Comment le conseil municipal doit-il motiver son avis favorable à la demande de permis de construire en dehors des parties actuellement urbanisées du territoire communal ?	Constr.-urb., 2/2008, pp.20-21, note O. CHAMBORD	10
CAA Lyon	05/07/07	Cnauté Cnes Senonais, n° 04LY00564	Application à la décision qualifiant un projet de projet d'intérêt général	Dr. adm., 11/2007, pp. 39-40 JCP A, 14/2008, p. 29, chr. CAA Lyon, J.-F. SESTIER et D. CHABANOL	
CAA Nantes	27/07/07	SIVOM de Combrit- Sainte-Marine-Ile Tudy, n° 06NT00017	Station d'épuration et règles d'urbanisme	RFDA, 2/2008, p. 359 et s., concl. D. ARTUS	10
CE, Tab.	15/10/07	Féd. Déptale de	Impossibilité d'exciper de	Constr.-urb., 1/2008, pp. 22-24	11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		l'hôtellerie de plein air de la Charente-Maritime et a., n° 269301 à 269303 et n° 269305 à 269307	l'illégalité d'un schéma directeur à l'appui du recours contre un POS	RJEP, n° 649, janv. 2008, pp. 28-30, concl. C. VEROT	
CA Paris	31/10/07	SCI Paris Heine Source c/ M. et Mme Lenain	La règle de prospect du règlement du PLU visait bien, en l'espèce, à protéger l'intimité	RDI, 2/2008, pp. 115-116, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
CAA Versailles	05/11/07	Groupement des usagers de l'aérodrome Saint-Cyr-l'Ecole et Cne de Saint-Cyr-l'Ecole, n° 06VE00634 et 06VE00600	Un PLU peut prévoir la création d'une zone d'activités économiques et commerciales dans une zone de bruit d'un aérodrome	BJDU, 2/2008, pp. 78-88, concl. S. DAVESNE JCP A, 22/2008, pp. 25-26, obs. S. DAVESNE	
CE, Tab.	12/11/07	Cne de Foschviller, n° 296880	Il n'appartient pas au Conseil d'Etat, statuant au contentieux, d'apprécier l'opportunité du tracé d'une ligne électrique de très haute tension	RDI, 4/2008, pp. 193-194, obs. L. FONTBAUSTIER	
CAA Lyon	13/11/07	Assoc. Sauvons le square Delestraint c. M. Eric Lafond, n° 07LY00369	Identification de l'intérêt général justifiant le recours à la révision simplifiée du POS	AJDA, 7/2008, p. 375 JCP A, 13/2008, pp. 37-40, note P. BILLET JCP A, 14/2008, p. 28, chr. CAA Lyon, J.-F. SESTIER et D. CHABANOL	
CE	14/11/07	Mme Guitteny-Moreau, n° 290147	Lorsque la loi rend les conditions d'ouverture à l'urbanisation complexes	AJDA, 14/2008, pp. 771-773, note N. CHAUVIN	
CE, Tab.	14/11/07	Mme Michèle A., n° 290147	La notion de « graves risques de nuisance » au sens de l'art. L. 123-13 c. urb.	Env., 1/2008, pp. 33-34, note D. GILLIG	
CE, Tab.	21/11/07	Mme Mireille B., n° 291017	Le contrôle du juge administratif sur le règlement du POS/PLU applicable à une zone naturelle	BJDU, 1/2008, pp. 12-15, concl. C. VEROT, obs. J.-C. BONICHOT Env., 1/2008, pp. 34-35, note D. GILLIG RDI, 2/2008, pp. 111-112, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Marseille	22/11/2007	N° 06MA00384	Emplacement réservé et servitude non indemnisable.	Dr. env., 158/2008, pp. 24-26, note D.-A. CAMOUS	
CE, Avis,	28/11/07	Mme Flory, n° 303421	Carte communale et codécision	AJDA, 6/2008, pp. 313-316, note M. CARIUS	11

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
Tab.				Constr.-urb., 2/2008, pp. 22-23, note G. GODFRIN RDI, 4/2008, p. 229, obs. P. SOLER-COUTEAUX RJEP, n° 653, mai 2008, pp. 33-35	
CAA Nancy, Tab.	29/11/07	Cne Dessenheim, n° 06NC01206	Une salle multi-activités est une occupation du sol susceptible de causer des effets gênants pour le voisinage	AJDA, 11/2008, p. 607 Env., 1/2008, p. 35, obs. D. GILLIG	10
CE, Tab.	30/11/07	Min. Equip. c/ M. Chevrant et Mme Padilla, n° 284721	Inscription d'un emplacement réservé après l'enquête publique	Constr.-urb., 1/2008, pp. 18-19, note G. GODFRIN RDI 3/2008, pp. 164-165, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE	03/12/07	Cne d'Achères, n° 305974	La préemption exercée dans le cadre d'une politique communale n'est pas subordonnée à l'existence d'un projet précis et certain	RDI, 4/2008, pp. 230-232, obs. P. SOLER-COUTEAUX	7
CAA Marseille	11/12/07	Cne de Marsillargues, n° 06MA02931	Divisibilité du plan de prévention des risques naturels d'inondation – Annulation partielle – Maintien du zonage	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. II	5
CE, Tab.	14/12/07	Mme Guitteny-Moreau, n° 290147	Assouplissement des conditions de l'urbanisation n'est pas ouverture à l'urbanisation au sens de l'art. L. 122-2	RDI, 1/2008, pp. 55-57, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	17/12/07	MTETM c/ M. Malot, n° 295425	Le contrôle du juge sur les dérogations à la règle de la constructibilité limitée	AJDA, 1/2008, p. 13, obs. Y. JEGOUZO BJDU, 1/2008, pp. 6-11, concl. A. COURREGES, obs. J-C. BONICHOT Dr. adm., 2/2008, p. 43 Etudes Foncières, n° 132, mars-avr./2008, p. 43, chr. D. DUTRIEUX JCP A, 13/2008, pp. 35-37, note P. BILLET RDI 3/2008, pp. 165-166, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	19/12/07	Cne d'Ungersheim, n° 281803	La non-publication des conclusions de l'enquête publique préalablement à la modification d'un POS n'affecte pas la légalité de celui-ci	AJDA, 1/2008, p. 13, obs. Y. JEGOUZO BJDU, 6/2007, pp. 411-416, concl. T. OLSON, obs. B. PHEMOLANT RDI, 1/2008, pp. 54-55, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	19/12/07	Geoffroy, n° 297148	Légalité du classement de parcelles	BJDU, 6/2007, pp. 417-421, concl. C. LANDAIS, obs. J-	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
			en emplacements réservés	C. BONICHOT JCP A, 3/2008, p. 13 RDI, 5/2008, pp. 290-291, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Marseille	26/12/07	SARL Marina Di Pina, n° 07MA002486	Extension de l'urbanisation en continuité avec les agglomérations et villages existants ou en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement dans les communes littorales – Suspension de l'autorisation d'aménagement	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. I	<b>5</b>
CAA Versailles	10/01/08	Sté civile Le Pic, n° 06VE00353	Notion d'installation sportive	Etudes Foncières, n° 131, janv.-fév./2008, p. 49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX	
CE	16/01/08	Dpt Haute Garonne, n° 305696	Avis préalable obligatoire du maire pour le permis du préfet en RNU	Constr.-urb., 3/2008, p. 30, note P. CORNILLE	<b>10</b>
CAA Nancy	17/01/08	Epx B. et SARL Bâtiment le clos couvert, n° 06NC00016	Légalité du PLU n'ayant pas à délimiter précisément l'emprise des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. III	
CE, Rec.	07/02/08	Cne de Courbevoie, n° 297227, 297229 à 297336	Conséquences de l'illégalité d'un plan d'urbanisme sur un permis de construire	AJDA, 6/2008, p. 279, obs. C. FAIVRE AJDA, 11/2008, pp. 582-586, chr. J. BOUCHER et B. BOURGEOIS-MACHUREAU BJDU, 6/2007, pp. 459-470, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, pp. 38-39, note F. MELLERAY JCP A., 18/2008, pp. 34-36, note D. BAILLEUL RDI, 5/2008, pp. 240-250, note P. SOLER-COUTEAUX RFDA, 3/2008, pp. 559-574, concl. A. COURREGES, note H. de GAUDEMAR RJEP, n° 656, août-sept. 2008, pp. 22-28, concl. A. COURREGES	<b>10-11</b>
CAA Nancy	07/02/08	Cne de Muespach et Cnauté de cnes « III et Gersbach », n° 07NC00086	Contenu du rapport de présentation du PLU – Absence d'explication des choix retenus pour établir le PADD – Annulation de la délibération d'approbation du PLU	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. IV	
CAA Nancy	07/02/08	N° 07NC00079	Modification d'un document	Constr.-urb., 4/2008, p. 24, note N. ROUSSEAU	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			d'urbanisme pour permettre la délivrance d'un permis de construire de régularisation		
CAA Paris	10/03/08	Président du Sénat c/ M. Apfelbaum et a., n° 05PA04644	Les règles d'urbanisme dans le jardin du Luxembourg... suite	AJDA, 18/2008, pp. 1007-1012, concl. B. BACHINI	<b>6</b>
CE, Tab.	19/03/08	Min. des transports c/ Assoc. pour la sauvegarde du Gers, n° 305593	Le référé-suspension « environnement » est applicable aux cartes communales	AJDA, 13/2008, p. 674, obs. A. VINCENT BJDU, 2/2008, pp. 129-132, concl. Y. AGUILA	<b>5-11</b>
CE, Tab.	21/03/08	Cortes, n° 296239	Prise en compte des piscines pour le calcul du coefficient d'emprise au sol	BJDU, 1/2008, pp. 42-45, concl. A. COURREGES Constr.-urb., 5/2008, pp. 23-24, note P. CORNILLE JCP A, 14/2008, p. 10	
CE, Tab.	21/05/08	Mme Albertini, n° 293404	Peut-on modifier un projet de POS après l'enquête ? Quel est le contrôle du juge de cassation sur l'atteinte à l'économie générale ?	BJDU, 2/2008, pp. 99-102, concl. C. VEROT	<b>11</b>
CE, Tab.	21/05/08	Sté du domaine de Sainte-Marcelle, n° 290241	Quelles sont les relations entre les carrières et les PLU ?	BJDU, 2/2008, pp. 103-104 (décision)	

## 5. Environnement

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
104 <sup>e</sup> CONGRES DES NOTAIRES DE FRANCE. Nice, 4-7 mai 2007. Le développement durable, un défi pour le droit	LexisNexis Litec	2008	922 p.	0
Code l'eau, 1 <sup>ère</sup> éd., B. DROBENKO, J. SIRONNEAU	Johannet	avril 2008	1449 p.	
Droit de l'environnement de l'Union européenne, P. THIEFFRY	Bruylant	2008	987 p.	
Droit international public et droit international de l'environnement, O. MAZAUDOUX, Les cahiers du CRIDEAU, n° 16	Presses universitaires de Limoges	2008	156 p.	
Fasc. 13-35, 13-45 et 13-50 relatifs au droit de préemption urbain et des espaces naturels sensibles, D. DUTRIEUX, Jurisclasseur Const-Urb.	Lexis Nexis	2008	-	7
La loi Littoral, L. PRIEUR	Territorial éditions	mai 2008	80 p.	
Les plans de prévention des risques, J.-M. PONTIER (dir.)	PUAM	2007		
Réglementation de l'affichage publicitaire, Ph. ZAVOLI, coll. « Guides juridiques	Le Moniteur	2007	208 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Droit de propriété contre protection de l'environnement, J. RAYNAUD	AJDI	4	2008	257	
La directive sur l'évaluation et la gestion des inondations, Comm. Directive CE, n° 2007/60, 23 oct. 2007, B. ACIMUZ-ÜNAL	BDEI	13	Janv. 2008	29-32	
Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, P. BOYER	BDEI	15	Mai 2008	29-34	
Les outils de l'information environnementale : trop plein ou insuffisance ? Ph. NARBÉY, M. RAUNET	BDEI	15	Mai 2008	43-46	1
La réhabilitation d'anciens sites industriels : quel encadrement juridique ? F.-J. COUTANT, O. SALVADOR	BDEI	15	Mai 2008	47-50	7
Dossier : L'eau, une ressource pour l'aménagement, M. ALLAMAN, C. ATGER, I. BERTHIER, M. LEMONIER	Diagonal	177	Juin 2008	pp. 26-58	
Les ressources juridiques de la ville durable, J.-B. AUBY	Droit administratif	3	2008	3-4	

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
Le droit communautaire rattrapé par les inondations..., à propos de la directive n° 2007/60/CE du 23 oct. 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, S. LE BRIERO	Droit de l'environnement	155	Janv.-fév. 2008	16-21	
Une relance des schémas de mise en valeur de la mer : nouveaux modes d'élaboration et nouvelles catégories, S. TRAORE	Droit de l'environnement	155	Janv.-fév. 2008	21-27	<b>2</b>
Le code de l'environnement est-il réellement « achevé » ?, C. CANS	Droit de l'environnement	155	Janv.-fév. 2008	26-31	
Une application progressive de la LEMA. (V. Décret n° 2007-1760 du 14 déc. 2007 portant dispositions relatives aux régimes d'autorisation et de déclaration au titre de la gestion et de la protection de l'eau et des milieux aquatiques, aux obligations imposées à certains ouvrages situés sur les cours d'eau, (...) et modifiant le code de l'environnement), E. GUYARD	Droit de l'environnement	156	Mars 2008	26-28	
Démocratie et environnement : l'exemple de l'enquête publique en France, L.-N. HARADA	Droit de l'environnement	156	Mars 2008	7-9	
Mais pourquoi ne pas labelliser le parc du Marais Poitevin ?, R. ROMI	Droit de l'environnement	157	Avril 2008	29-30	
De la nécessité d'une législation spécifique à la protection des sols. L'exemple des sites contaminés et les limites de l'obligation de remise en état, R. LECOMTE	Droit de l'environnement	158	Mai 2008	11-15	
La planification environnementale, Y. RAZAFINDRATANDRA	Droit de l'environnement	159	Juin 2008	11-16	
La réhabilitation des sites pollués : erreurs du passé, enjeux du futur, balbutiements du droit, colloque du 8 décembre 2006, CEJU, Aix-en-Provence	Droit et Ville	65/2008	2008	237-283	
Principales dispositions financières et fiscales en matière d'environnement des lois de finances rectificative pour 2007 et de finances pour 2008, P. BILLET	Environnement	1	2008	11-17	
Précisions réglementaires sur les schémas de mise en valeur de la mer. Note sur le décret n° 2007-1586 du 8 novembre 2007 relatif aux schémas de mise en valeur de la mer et modifiant le décret n° 86-1252 du 5 décembre 1986 ainsi que le code de l'urbanisme et le code de l'environnement, J.-M. FEVRIER	Environnement	1	2008	25-26	
Panorama de jurisprudence en matière de règlements locaux de publicité, note J.-M. FEVRIER	Environnement	3	2008	42-43	
Dossier sur le Rapport de la mission Lepage sur la gouvernance écologique - Avant-propos, C. LEPAGE, p. 10 - Commentaire de la partie I du rapport Lepage : le droit à l'information environnementale, L. FONBAUSTIER, pp. 11-13 - Le rapport final (première phase) de la mission Lepage : brèves observations sur les propositions en matière pénale, P. CONTE, pp. 14-19 - L'expertise environnementale : les fondements classiques de la procédure au service de la modernité des préoccupations environnementales, G. DEHARO, pp. 19-22 - L'expertise dans le rapport Lepage : le point de vue du juge, M.-O. BERTELLA-GEFFROY, pp.	Environnement	4	2008	9-42	<b>1</b>

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
23-25 - L'information et l'expertise dans le rapport Lepage : le point de vue du scientifique, A. SUGIER, pp. 26-27 - Commentaire des propositions du rapport Lepage relative à la responsabilité civile, M. BOUTONNET et L. NEYRET, pp. 28-31 - Le volet installations classées du rapport Lepage sur la gouvernance écologique, D. GILLIG, pp. 32-36 Réflexions sur une quête de déontologie informationnelle, E. A. CAPRIOLI et I. CHOUKRI, pp. 40-42					
Remarques critiques sur la portée normative des SDAGE, L. FONBAUSTIER, K. BOUAOUDA	Environnement	6	2008	13-18	
Trente ans d'action du Conservatoire du littoral, Y. GERARD	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	36-40	
L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, L. CECCARELLI-LE GUEN	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	41-46	<b>4-3</b>
L'assistance technique des départements en matière d'eau, d'assainissement et d'entretien des milieux aquatiques, Ph. Billet	JCP A	23	02/06/08	20-23	
La connaissance et la prise en compte du risque participent à la réalisation d'un développement durable, Entretien avec D. LARRALDE et G. VIDALENC	JCP N	8	2008	16-19	
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable. Un défi pour le droit. Le notaire et l'état des risques naturels et technologiques, P. NARBÉY et M. RAUNET	JCP N	8	2008	20-23	
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit. Documents d'urbanisme et développement durable : l'exemple du littoral, J.-P. GILLES, J.-P. ROUX et A. DUPIE	JCP N	14	2008	14-18	<b>3-4</b>
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit. Urbanisme commercial et développement durable, J.-P. GILLES, J.-P. ROUX et A. DUPIE	JCP N	17	2008	20-24	<b>10</b>
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit. Attention à ne pas oublier la loi sur l'eau lors des opérations d'urbanisme, J.-P. PROHASZKA et C. DUBOIS-SALLON	JCP N	17	2008	26-31	
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit. La remise en état d'un site ayant hébergé une installation classée : la nouvelle donne, F.-J. COUTANT et O. SALVADOR	JCP N	17	2008	34-36	
La planification environnementale comme nouveau mode d'aménagement de l'espace, J.-P. GILLES, J.-Ph. ROUX, A. DUPIE	LPA	81	22/04/2008	27 et s.	
Le notaire, un nouvel acteur actif dans les procédures de participation du public. Entretien avec Me Philippe Narbey, président de la 4e commission, et Me Michèle Raunet, rapporteure de la 4e	LPA	81	22/04/2008	67 et s.	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
commission, C. SLOBODANSKY					
Le Grenelle de l'environnement : une nouvelle approche des politiques environnementales ? J. BOURRINET	LPA	81	22/04/2008	81 et s.	
Relancer les schémas de mise en valeur de la mer, commentaire du décret du 8 novembre 2007, F. ROSE-DULCINA	MTP	5434	18/01/08	80	
Construire dans les communes exposées à des risques naturels, B. CHAUSSADE et I. PIQUEMAL	MTP	5443	21/03/08	88-89	<b>10</b>
L'architecture, l'urbain et le Grenelle de l'environnement, M. HUET	RDI	2	Mars 2008	72-81	<b>1</b>
L'accroissement de la prise en compte du développement durable dans le secteur de la construction, F. G. TREBULLE	RDI	4	Mai 2008	176-186	<b>10</b>
Droit et développement durable, A. TOUZET	RDP	2	2008	453-488	<b>0</b>
104 <sup>ème</sup> Congrès des notaires de France : Le droit d'accès du public à l'information environnementale, Ph. NARBÉY et M. RAUNET	Répertoire Defrénois	5	15/03/2008	505-519	<b>1</b>
L'évaluation d'incidences dans les sites Natura 2000, J-P. PROHASZKA, C. DUBOIS-SALLON	Répertoire Defrénois	8	30/04/2008	841-849	
104 <sup>ème</sup> Congrès des notaires de France. Développement durable, un défi pour le droit. Propositions adoptées	Répertoire Defrénois	11	15/06/2008	1160-1177	<b>0</b>
Dossier : La protection de l'espace agricole face aux changements d'affectation -vIntroduction, J.-J. BARBIERI, pp. 10-12 - Le débat public préalable, B. PEIGNOT, pp. 13-18 - Expropriation et changement total d'affectation des espaces agricoles, J. BROUIN, pp. 19-21 - Les droits de préemption des collectivités publiques et des Safer face aux changements de destination des espaces agricoles, E. DORISON, pp. 22-28 - Un changement limité de l'usage agricole : les contraintes à la production résultant des servitudes environnementales et d'urbanisme, A. IZEMBARD et X. LARROUY-CASTERA, pp. 34-45 - Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge administratif, J. DRUAIS, pp. 46-49 - Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge judiciaire, E. LEMONNIER, pp. 50-55 - Les conséquences des changements d'affectation de l'espace agricole. La réparation par l'indemnisation, M.-O. LUX-RUHARD, pp. 55-61 - La réparation par la compensation foncière et « l'aménagement foncier agricole et forestier », J.-P. SILIE, pp. 62-66 - Rapport de synthèse, P. BILLET, pp. 67-73	Revue Droit Rural	359	Janvier 2008	9-73	<b>1-2-4-7-9</b>

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
L'interdiction d'échanger les chemins ruraux, P. YOLKA	Revue Droit Rural	361	Mars 2008	42-43	
Les mesures de protection de l'environnement en Antarctique adoptées par la France depuis 2005, S. DELIANCOURT	RJE	1	2008	25-37	
Discussion : Le Conservatoire du littoral et le propriétaire privé. Réintégrer le propriétaire privé dans l'environnement littoral, C. TRUCHET	RJE	1	2008	39-49	7
Discussion : Eléments de réponse du Conservatoire du littoral, B. GERARD	RJE	1	2008	50-57	7
Le parc amazonien de Guyane, huitième parc national français (décret n°2007-266 du 27 février 2007), J. UNTERMAIER	RJE	2	2008	135-154	
La réparation du dommage écologique environnemental : Etude comparative de la directive 2004/35/CE du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale et de l'US Oil production Act	RJE	2	2008	175-189	

## DOCUMENTATION EN LIGNE

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Organisme</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
Rapport d'information n° 626 sur la mise en application de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, André FLAJOLET et André CHASSAIGNE, Assemblée Nationale <a href="http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i0626.asp">http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i0626.asp</a>	AN	23/01/08	63 p.	
Rapport d'information déposé en application de l'article 86, alinéa 8, du Règlement par la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la mise en application de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, A. FLAJOLET, A. CHASSAIGNE, Assemblée nationale, Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000140/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000140/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	AN	2008	63 p.	
Rapport d'information fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les travaux de la Délégation sur le développement durable, C. JACOB, Assemblée nationale, Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire, rapport n° 294 <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000164/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000164/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	AN	2007	185 p.	
Avis du Conseil économique et social, « La nature dans la ville. Biodiversité et urbanisme » <a href="http://www.ces.fr/rapport/doclon/07110324.pdf">http://www.ces.fr/rapport/doclon/07110324.pdf</a>	CES	2007	182 p.	7
Contribution au débat national sur l'environnement et le développement durable : synthèse des travaux du Conseil économique et social, JOCES, n° 19 <a href="http://www.ces.fr/rapport/doclon/07101519.pdf">www.ces.fr/rapport/doclon/07101519.pdf</a>	CES	15/10/07	148 p.	
Audit thématique d'initiative locale - Elaboration des documents supports des politiques de prévention des risques - Régions de Bretagne et des Pays-de-Loire, J. DURAND, P. PUECH, J. STOREZ, Conseil général des ponts et chaussées, rapport n° 005744-01, Paris <a href="http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/005744-01_rapport.pdf">http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/005744-01_rapport.pdf</a>	CGPC	Mars 2008	26 p.	
Le jeu des acteurs locaux de la prévention des risques : vers un nouveau partage des responsabilités, M. BADRE, G.	CGPC	Mai	96 p.	

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
BEISSON, J-L. BESEME ; E. BINET ; M. BRODOVITCH, R. CAFFORT, D. CARDOT, B. CREUCHET, M. DANTIN, Conseil général des ponts et chaussées, rapport n° 004923-01, Paris <a href="http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/004923-01.pdf">http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/004923-01.pdf</a>		2008		
François Fillon devant le Conseil national du littoral (CNL) Le Premier ministre, François Fillon, a réuni le 31 janvier 2008 sous sa présidence le Conseil national du littoral (CNL). A l'ordre du jour de cette réunion plénière : le bilan de la loi Littoral, la collaboration entre le CNL et le Grenelle de l'environnement et les axes de travail du gouvernement et du CNL. <a href="http://www.diact.gouv.fr/fr_1/IMG/Fichiers/LITTORAL/01.31%20Conseil%20national%20du%20Littoral.pdf">http://www.diact.gouv.fr/fr_1/IMG/Fichiers/LITTORAL/01.31%20Conseil%20national%20du%20Littoral.pdf</a>	CNL	2008	6 p.	1
Projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, P. de VIGUERIE, Conseil économique et social, Paris, Journaux officiels (Journal officiel de la République française, avis et rapports du Conseil économique et social) <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000314/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000314/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	JO	2008	191 p.	0
Le ministère de l'Ecologie, de l'Aménagement et du Développement durable (MEDAD) vient de mettre à la disposition des acteurs locaux un site proposant capitalisation d'expériences et outils méthodologiques en vue de favoriser le développement des écoquartiers : <a href="http://www.ecoquartiers.developpement-durable.gouv.fr/">http://www.ecoquartiers.developpement-durable.gouv.fr/</a>	MEDADD	2008	-	
Imaginer les métropoles d'avenir, D. PERBEN, Présidence de la République, Paris <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000068/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000068/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Présidence de la République	2008	79 p.	1

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CEDH	27/11/07	Hamer c/ Belgique, n° 21861/03	Construction sans permis. Maintien pendant plus de 30 ans. Démolition. Absence de violation de l'art. 1 <sup>er</sup> du 1 <sup>er</sup> Protocole	AJDI, 4/2008, pp. 257 et 316-317, obs. J. RAYNAUD Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 51, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	10
CJCE	04/10/07	Commission c/ Italie, C-179/06	Manquement d'Etat. Directive 92/43/CEE. Evaluation des incidences des plans ou projets	Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 50, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	
CJCE	25/10/07	Commission c/ Grèce, C-179/06	Manquement d'Etat. Directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages. Critères de désignation des zones de	Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 50, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
			protection		
CJCE	31/01/08	Commission c/ Rép. Italienne, n° C-69/07	Information et participation du public	Env., 3/2008, p. 42, obs. P. TROUILLY	<b>1</b>
CJCE	28/02/08	Abraham et cts, C-2/07	Evaluation des incidences de projet sur l'environnement : augmentation de l'activité d'un aéroport assimilable à une modification de l'aéroport lui-même	BJDU, 1/2008, pp. 23-28, obs. F. DONNAT Env., 4/2008, pp. 52-53, note P. TROUILLY Etudes Foncières, n° 133, Mai-juin/2008, pp. 50-51, chr. F. HAUMONT, P. STEICHEN	
Tb. Conflits	22/10/07	Doucedame c/ Dpt des Bouches-du-Rhône, n° 3625	Le cas des espaces acquis dans le cadre de la législation des espaces naturels sensibles. Consécration d'un service public local de la protection de l'environnement	Dr. adm., 4/2008, p. 28 Env., 4/2008, p. 55 note J.-M. FEVRIER	
CE	26/10/07	Assoc. de défense contre les nuisances aériennes (Advocnar), n° 297301 et Collectif inter-associatif du refus des nuisances aériennes (Cirena), n° 298490	Une approche équilibrée de la gestion du bruit pour l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle	AJDA, 2/2008, pp. 95-100, concl. F. LENICA	
CE, Tab.	12/11/07	Sté Vicat SA, n° 295347 et n° 299569	L'appréciation de l'étude d'impact doit se faire in concreto	BDEI, 1/2008, pp. 7-9, concl. Y. AGUILA Env., 2/2008, p. 36, note D. GILLIG JCP A, 21/2008, pp. 28-31, note P. BILLET	
CE	21/11/07	Cne Sausheim, n° 280969	Les lieux où la dissémination d'OGM sera pratiquée sont-ils communicables ?	Dr. env., n° 156, mars 2008, pp. 12-14, note S. LE BRIERO Env., 1/2008, pp. 31-33, note P. TROUILLY RD rur., n° 359, janv. 2008, pp. 83-84	<b>1</b>
CE	28/11/07	Stés Jeumont SA et Jeumont Eole, n° 279076	L'implantation d'une centrale éolienne n'est pas soumise à la législation relative aux installations classées	Env., 2/2008, pp. 36-37, note D. GILLIG	<b>10</b>
CE	28/11/07	Commune de Saint-Denis, n°300823	Protection des personnes et des paysages : vers une augmentation des contraintes	RDI, 5/2008, pp. 251-253, obs. F.-G. TREBULLE	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			pesant sur l'implantation des antennes-relais de téléphonie mobile et des éoliennes ?		
CE	10/12/07	Lorette et SARL Forces énergies électriques, n° 288456	Régime contentieux des autorisations relatives aux ouvrages utilisant l'énergie hydraulique	JCP A, 7/2008, pp. 30-32, note P. BILLET	
CE	12/12/07	Cne de Séné, n° 290312	Le juge de cassation contrôle-t-il ce qu'est une route de transit ? Une parcelle située aux abords d'une ria peut-elle être regardée comme un espace proche du rivage ?	BJCL, 1/2008, pp. 29-32, concl. M. GUYOMAR BJDU, 6/2007, pp. 451-454, concl. M. GUYOMAR, obs. B. PHEMOLANT	<b>11</b>
CE, Rec.	21/12/07	Groupement d'irrigation des prés de la forge et a., n° 280195	Le recours administratif ne suspend pas le délai de recours contentieux	BDEI, n° 14, mars 2008, pp. 43-51, concl. M. GUYOMAR RFDA, 3/2008, pp. 541-548, concl. M. GUYOMAR RJEP, n° 652, avr. 2008, pp. 21-27, concl. M. GUYOMAR	<b>11</b>
CE	28/12/07	M. Denis B., n° 278225	La circonstance que les risques qu'un projet de construction comporte pour la sécurité ou la salubrité publique, seraient liés à une activité régie par la législation relative aux installations classées ne fait pas obstacle, par elle-même, à la délivrance d'un permis de construire	Env., 3/2008, p. 40, obs. D. GILLIG	<b>10</b>
CE	11/01/08	Assoc. Vigilance nature environnement Bresse-Revermont et a., n° 303726	Circuits de vitesse automobiles : compétence pour lutter contre le bruit	AJDA, 2/2008, p. 68, obs. J.-M. PASTOR	
CE	16/01/08	Min d'Etat, MEDAD c/ Assoc. Manche Nature, n° 292489	Le refus du préfet d'engager la procédure de désignation d'un site Natura 2000 fait grief	AJDA, 3/2008, p. 117, obs. C. FAIVRE BJCL, 3/2008, pp. 172-176, concl. M. GUYOMAR Env., 3/2008, p. 31, note J.-M. FEVRIER	
CE	16/01/08	Min. de l'Ecologie,	Compétence liée du préfet pour	Droit de l'env., 159/2008, pp. 19-20, note X. BRAUD	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		n°292489	engager la procédure de désignation d'un site Natura 2000		
CE	20/02/08	Assoc. Les riverains de l'A27, n° 292937	Transformation significative d'infrastructure de transports terrestres et nuisances sonores	AJDA, 8/2008, p. 384, obs. J.-M. PASTOR	
CE, Tab.	22/02/08	Mme Bazarbachi, n° 280189	Un espace urbanisé appartient par nature à une agglomération ou à un village existant	AJDA, 9/2008, p. 440, obs. Z AIT-EL-KADI BJDU, 2/2008, pp. 89-93, concl. Y. AGUILA	
CE, Rec.	03/03/08	Mme Laporte et a., n° 278168	Précisions sur le contentieux des schémas de mise en valeur de la mer	AJDA, 10/2008, p. 495, obs. E ROYER AJDA, 15/2008, pp. 805-811, chr. J. BOUCHER et B. BOURGEOIS-MACHUREAU Constr.-urb., 6/2008, pp. 16-17, P. CORNILLE Dr. adm., 5/2008, pp. 30-31 Env., 4/2008, pp. 47-50, note J.-M. FEVRIER	2
CE	17/03/08	M. et Mme A., n° 304050	Possibilité d'inclure des propriétés privées dans le périmètre d'un site classé	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. III	
CE, Tab.	19/03/08	Min. des transports c/ Assoc. pour la sauvegarde du Gers, n° 305593	Le référé-suspension « environnement » est applicable aux cartes communales	AJDA, 13/2008, p. 674, obs. A. VINCENT BJDU, 2/2008, pp. 129-132, concl. Y. AGUILA	4-11
CE	26/03/08	Assoc. pour la défense et la protection du site de la rivière de Crac'h et a., n° 279917	La délimitation de la mer à l'embouchure de cours d'eaux repose sur une appréciation in concreto	AJDA, 13/2008, p. 673, obs. C. FAIVRE	
CE	26/03/08	Assoc. Les amis de la terre Paris, n° 300952	Le Conseil d'Etat rejette le recours contre le plan de protection de l'atmosphère de la région Ile-de-France	AJDA, 13/2008, p. 670, obs. C. FAIVRE Env., 5/2008, p. 13, note P. TROUILLY RJEP, n° 656, août-sept. 2008, pp. 16-18, note D. GUIHAL	
CE, Tab.	31/03/08	Sté Normande de nettoyage, n° 285690	Coordination des procédures d'installation classée et de permis de construire	AJDA, 14/2008, p. 725, obs. M.-C. de MONTECLER BDEI, n° 15, mai 2008, pp. 39-42, concl. M. GUYOMAR BJCL, 5/2008, pp. 347-350, concl. M. GUYOMAR Env., 5/2008, p. 28, note P. TROUILLY JCP A, 25/2008, pp. 38639, note Ph. BILLET	10
CAA	06/09/07	Féd. Française de	Réserves naturelles :	JCP A, 4/2008, p. 16, note J.-F. BRISSON	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
Bordeaux		canoë-Kayak, n° 04BX01598	Appréciation de l'intérêt des activités traditionnelles existantes et de la compatibilité entre le maintien de l'activité et les objectifs de protection du milieu naturel fixés par la loi.		
CAA Bordeaux	07/08/08	SARL Imberty le Bugue, n°05BX01635	Compétence liée du préfet pour refuser l'autorisation d'exploiter une installation classée	Env., 5/2008, p. 27, note D ; GILLIG	
CAA Douai	07/06/07	Assoc., Pas de prison à Annoeullin et a. c/ Min. Just., n° 06DA00597 Min. Just. C/ Coupey et a., n° 06DA01695	Etude d'impact	JCP A, 7/2008, pp. 17-20, chr. O. MESMIN	
CAA Marseille	11/12/07	Cne de Marsillargues, n° 06MA02931	Divisibilité du plan de prévention des risques naturels d'inondation – Annulation partielle – Maintien du zonage	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. II	<b>4</b>
CAA Marseille	26/12/07	SARL Marina Di Pina, n° 07MA002486	Extension de l'urbanisation en continuité avec les agglomérations et villages existants ou en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement dans les communes littorales – Suspension de l'autorisation d'aménagement	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. I	<b>4</b>
CAA Nancy	29/11/07	Cne Fameck, n° 06NC00834	Annulation d'un permis de construire pour violation de l'article 11 du règlement du POS	Env., 2/2008, p. 44, note D. GILLIG	<b>10</b>
CAA Nancy	29/11/07	M. Jean X, n° 06NC00892	Nuisances sonores et autorisations d'urbanisme	Env., 2/2008, pp. 26-27, note D. GILLIG	<b>10</b>
CAA Nancy	10/12/07	Assoc. Qualité de vie	La recevabilité des actions en	AJDA, 13/2008, pp. 691-693, chr. P. ROUSSELLE	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		en milieu rural, n° 05NC00687	tierce-opposition en matière d'installations classées		
CAA Nancy	10/12/07	Cne Servigny-lès-Raville c/ EARL de Frécourt, n° 06NC00059	Tierce opposition et décisions de réformation prises par le juge en matière d'installations classées	AJDA, 13/2008, pp. 691-693, chr. P. ROUSSELLE JCP A, 8/2008, pp. 34-35, note P. BILLET	
TA Amiens	31/12/07	Assoc. Apecame, n° 0500863	Une étude d'impact insuffisante doit être complétée avant la clôture de l'enquête publique	JCP A., 16/2008, pp. 25-28, note P. MOUKOKO	<b>10</b>
TA Caen	12/07/07	Assoc. Manche Nature, n° 0401746 et n° 0500047	Primauté de l'impératif de protection des espaces littoraux remarquables	Env., 1/2008, p. 26, note J.-M. FEVRIER	
TA Melun	28/02/08	Sté Affichage Fiacchetti, n° 08-00741-4	Détermination de la voie publique située hors agglomération au sens de l'article R. 581-23 c. env.	Env., 4/2008, p. 56, note J.-M. FEVRIER	
TA Montpellier	04/10/07	M. C c/ Cne Peyriac-de-Mer	Loi littoral et installations viticoles, vers une restriction des dérogations prévues à l'art. L. 146-4-I ?	RD rur., n° 361, mars 2007, pp. 39-42, note B. CAZALET et F. BONNET	
TA Rennes	25/10/07	Assoc. « Haltes aux marées vertes » et a., n° 04630, 04631, 04636, 04637 et 04640	Pollution du littoral par « les marées vertes »	Env., 3/2008, pp. 9-14, concl. D. REMY	
Cass. civ. 3	07/11/07	N° 06-18.617	Installation classée et obligation d'information de l'acquéreur d'un immeuble voisin	Env., 1/2008, pp. 28-29, note J.-M. FEVRIER	<b>1</b>
Cass. civ. 3	02/04/08	Sté Interfertil France c/ SCI du Réal	Rapport entre le bailleur-propriétaire et le locataire-dernier exploitant. Le coût de la dépollution d'un site n'incombe qu'au locataire/dernier exploitant, sans que celui-ci ne puisse se retourner contre le propriétaire/bailleur	Env., 5/ 2008 p. 28, note M. BOUTONNET	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			du site, quand bien même cette remise en état améliore le bien loué.		
Cass. Civ. 3, Bull.	09/04/08	SCI Coignières Logistic, N° 07- 10.795	Portée de l'obligation d'information environnementale prévue à l'article L. 514-20 du Code de l'environnement	JCP N, 25/2008, comm. n° 1226, F-G. TREBULLE	
TC Paris	16/01/08	N° 9934895010	Affaire de l'Erika : la consécration du préjudice écologique par le juge judiciaire	AJDA, 17/2008, pp. 934-941, note A. VAN LANG RJE, 2/2008, pp. 205-221, note T. DUMONT et N. HUTEN	

## 6. Patrimoine

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Stratégies identitaires de conservation et de valorisation du patrimoine, J-C NEMERY, M. RAUTENBERG et F. THURIOT (sous la dir. de), coll. Administration et Aménagement du territoire	L'Harmattan	mars 2008	144 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R1	R2
L'autorisation spéciale de travaux (AST) relative aux opérations de restauration immobilière (ORI) a été abrogée à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2007... et pas avant !, O. BONNEAU	Constr.-urb.	3	2008	2	6	

### DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Les DRAC et la LOLF : une administration en devenir. Rapport d'information n° 386 (2007-2008), Y. GAILLARD, Commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. <a href="http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-386-notice.html">http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-386-notice.html</a>	Sénat	Juin 2008	60 p.	
L'état du parc monumental français : composition du parc monumental, bilan sanitaire des immeubles classés au titre des monuments historiques et besoins en travaux, Ministère de la culture et de la communication, Direction de l'architecture et du patrimoine, Paris <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000155/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000155/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Ministère de la culture et de la communication	2007	64 p.	

### JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CAA Paris	10/03/08	Président du Sénat c/ M. Apfelbaum et a., n° 05PA04644	Les règles d'urbanisme dans le jardin du Luxembourg... suite	AJDA, 18/2008, pp. 1007-1012, concl. B. BACHINI	3



## 7. Politiques foncières

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Concilier sites pollués et renouvellement urbain, actes du colloque 2006 de l'ADEME, ADEME, ADEF, AFTRP, EPF Lorraine, EPF Normandie, EPF, Nord-Pas de Calais, EPF PACA, EPORA	ADEF	Mars 2008	112 p	
Fasc. 13-35, 13-45 et 13-50 relatifs au droit de préemption urbain et des espaces naturels sensibles, D. DUTRIEUX, Jurisclasseur Const-Urb.	Lexis Nexis	2008	-	5
Le droit de préemption, Conseil d'Etat, coll. Les études du Conseil d'Etat	La documentation française	mai 2008	118 p.	
Les ressources foncières : droits de propriété, économie et environnement, M. FALQUE, H. LAMOTTE, J.-F. SAGLIO (dir.)	Bruylant	2008	729 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Dossier : L'avenir des droits de préemption Questions à Jean-Pierre DUPORT, conseiller d'Etat en service extraordinaire, pp. 731-733 Le contentieux des droits de préemption d'urbanisme : excès de recours ou excès d'illégalités ?, R. VANDERMEEREN, pp. 734-742 Le droit de préemption communal sur les biens commerciaux, S. PERIGNON, pp. 743-746 La Cour européenne des droits de l'homme et le droit de préemption, F. HAUMONT, pp. 747-752	AJDA	14	14/04/08	731-752	
L'expropriation pour cause d'utilité publique. Chronique de jurisprudence 2006-2007 – Phase administrative, S. GILBERT	AJDI	1	2008	8-13	
Le décret d'application du droit de préemption des communes sur les fonds et les baux, J.-P. BLATTER	AJDI	2	2008	88-90	
L'expropriation pour cause d'utilité publique. Chronique de jurisprudence 2006-2007, S. GILBERT	AJDI	2	2008	99-106	
La réhabilitation d'anciens sites industriels : quel encadrement juridique ? F.-J. COUTANT, O. SALVADOR	BDEI	15	Mai 2008	47-50	5
Le droit de préemption au service des commerces de proximité, R. NOGUELLOU	Droit administratif	2	2008	3	

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
L'engrenage de la croissance urbaine. La place de la propriété dans la planification urbaine, H. M. JACOBS	Etudes foncières	132	Mars-avril 2008	12-16	
60 ans de changement de l'utilisation des sols (1946-2006), O. PIRON	Etudes foncières	132	Mars-avril 2008	17-18 31-32	
Dossier : Les établissements publics fonciers, C. BERSANI, M. KASZYNSKI et P. VANSTEENKISTE	Etudes foncières	132	Mars-avril 2008	19-30	
Les réformes foncières en République populaire de Chine, J. YE et J. WU	Etudes foncières	132	Mars-avril 2008	36-41	
Pourquoi protéger les terres agricoles ? Enjeux et contraintes, P. DEVOS, C. NAPOLEONE	Etudes foncières	133	Mai-juin 2008	33-35	
Projets de territoire et anticipation foncière, R. TRAPITZINE	Etudes foncières	133	Mai-juin 2008	36-41	
Le droit de préemption des communes en vue de garantir les activités commerciales et artisanales de proximité, P. BILLET	JCP A	3	14/01/08	3-6	
L'expropriation des collectivités territoriales, P. YOLKA	JCP A	6	04/02/08	32-35	
L'entrée en vigueur du droit de préemption sur les cessions en matière commerciale et artisanale : un formulaire incomplet et d'une légalité douteuse, P. BILLET	JCP A	16	14/04/08	3-4	
L'expropriation, la protection de l'ouvrage public et la CEDH : une influence européenne au déploiement inégal, C. BOUTAYEB	JCP A	24	09/06/08	36-40	
La lente et difficile "conventionnalisation" du commissaire du gouvernement près la juridiction de l'expropriation, M. GHEZA	JCP A	25	16/06/08	33-37	
Droits de préemption des personnes publiques. Jurisprudences commentées, chr. D. DUTRIEUX	JCP N	2	2008	18-26	
Fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux : Les mesures réglementaires relatives au droit de préemption des communes enfin publiées, D. DUTRIEUX	JCP N	2	2008	3-4	
Le droit de préemption urbain et la vente simultanée d'un fonds de commerce et de l'immeuble qui l'abrite, D. DUTRIEUX	JCP N	4	2008	18-19	
Droit de préemption communal sur les fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux, D. DUTRIEUX	JCP N	15	2008	3-6	
Libres propos relatifs au droit de préemption sur les cessions de fonds de commerce, de fonds artisanaux, de baux commerciaux. Préempter pour rétrocéder..., C. BOSGIRAUD	JCP N	16	2008	27-34	
Droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, J. PEPIN FOUNDOUX et R. GLON	JCP N	17	2008	73-74	
Le droit de préemption sur les fonds de commerce et les baux commerciaux, A. VIANNAY et A-S. POIRIER	LPA	27	06/02/2008	3-5	
Cessions de fonds de commerce, de fonds artisanaux et de baux commerciaux : il faut	LPA	68	03/04/2008	4 et s.	

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
dorénavant compter avec les communes, S. RINGLER					
Préemption des fonds artisanaux et commerciaux, A. VIANNAY	MTP	5439	22/02/08	93	
Distinguer le droit de préemption du droit de préférence, J.-P. DUPORT	MTP	5449	02/05/08	12-13	
Le droit de préemption. Etude approuvée le 6 décembre 2007 en Assemblée Générale du Conseil d'Etat	MTP	5449	02/05/08	Cah. dét. 1 pp. 8-11	
Le décret du 26 décembre 2007 relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux, Y. BROUSSOLLE	Répertoire Defrénois	10	30/05/2008	1065- 1073	
<b>Dossier : La protection de l'espace agricole face aux changements d'affectation</b> - Introduction, J.-J. BARBIERI, pp. 10-12 - Le débat public préalable, B. PEIGNOT, pp. 13-18 - Expropriation et changement total d'affectation des espaces agricoles, J. BROUIN, pp. 19-21 - Les droits de préemption des collectivités publiques et des Safer face aux changements de destination des espaces agricoles, E. DORISON, pp. 22-28 - Un changement limité de l'usage agricole : les contraintes à la production résultant des servitudes environnementales et d'urbanisme, A. IZEMBARD et X. LARROUY-CASTERA, pp. 34-45 - Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge administratif, J. DRUAIS, pp. 46-49 - Le contrôle du juge sur les actes permettant le changement d'affectation. Le contrôle du juge judiciaire, E. LEMONNIER, pp. 50-55 - Les conséquences des changements d'affectation de l'espace agricole. La réparation par l'indemnisation, M.-O. LUX-RUHARD, pp. 55-61 - La réparation par la compensation foncière et « l'aménagement foncier agricole et forestier », J.-P. SILIE, pp. 62-66 - Rapport de synthèse, P. BILLET, pp. 67-73	Revue Droit Rural	359	Janvier 2008	9-73	<b>3</b>
Le contentieux du remembrement, M. RIVIER	Revue Droit Rural	360	Février 2008	11-15	
Discussion : Le Conservatoire du littoral et le propriétaire privé. Réintégrer le propriétaire privé dans l'environnement littoral, C. TRUCHET	RJE	1	2008	39-49	<b>5</b>
Discussion : Eléments de réponse du Conservatoire du littoral, B. GERARD	RJE	1	2008	50-57	<b>5</b>

## DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Rapport d'information déposé en application de l'article 86, alinéa 8, du Règlement par la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-685 du 13 juin 2006 relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble, J. TIBERI, C. CARESCHE, Assemblée nationale, Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000047/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000047/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	AN	2007	40 p.	
La politique foncière en Basse-Normandie, entre crise et maîtrise, J.-P. CALLE, Rapport CERS Basse-Normandie <a href="http://www.cesr-basse-normandie.fr/publications/123646_2rapportf.pdf">http://www.cesr-basse-normandie.fr/publications/123646_2rapportf.pdf</a>	CERS Basse-Normandie	Mai 2007	95 p.	
Avis du Conseil économique et social, « La nature dans la ville. Biodiversité et urbanisme » <a href="http://www.ces.fr/rapport/doclon/07110324.pdf">http://www.ces.fr/rapport/doclon/07110324.pdf</a>	CES	2007	182 p.	5

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CE	31/01/07	Cts Maia, n° 277715	Droit de préemption urbain	Rép. Defr., 3/2008, pp. 221-225, chr. Ph. BENOIT-CATTIN	
Cass. civ. 3	27/02/07	Cts Bonnet c/ Sema, n° 06-11.960	Expropriation. Les conclusions du commissaire du gouvernement à retenir.	AJDI, 2/2008, p. 135, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	27/02/07	Cts Navette c/ Ordonnances du juge de l'expropriation du département de l'Isère prononcées les 11 juin 1996 et 12 mars 1997, n° 96-70.195 et n° 97-70.074	Expropriation. Validité des arrêtés de cessibilité et d'utilité publique et de l'arrêté nommant le commissaire-enquêteur	AJDI, 1/2008, pp. 44-45, obs. C. MOREL	
Cass. Civ. 3	28/03/07	Cts Laguille c/ Etat français, n° 98-70.179	Contestation de la légalité d'une ordonnance d'expropriation et intervention du juge des tutelles	AJDI, 5/2008, pp. 406-407, obs. A. LEVY	
Cass. Civ. 3	28/03/07	D. Godel c/ Conservatoire de l'espace littoral et des	Droit de préemption: bail emphytéotique et fraude à la loi	AJDI, 6/2008, pp. 502-503, obs. A. LEVY Rép. Defr., 3/2008 RDI, 4/2008, pp. 213-214, obs. C. SAINT-ALARY-HOUIN	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		rivages lacustres, n° 06-11.350			
Cass. Civ. 3	25/04/07	Cts Mahieu c/ Cne de Buzancy, n° 05-22.017	L'inutilisation partielle d'une parcelle expropriée n'ouvre pas droit à rétrocession	AJDI, 3/2008, pp. 226-227, obs. A. LEVY Dr. adm., 1/2008, pp. 36-37, note J. JUNILLON	
Cass. civ. 3	10/05/07	Epx Le Bras c/ Département des Côtes-d'Armor, n° 05-21.485	Préemption d'un bien situé dans un espace naturel sensible	AJDI, 1/2008, pp. 45-46, obs. A. LEVY Rép. Defr., 3/2008, pp. 217-221, chr. Ph. BENOIT-CATTIN RDI, 2/2008, p. 94, obs. F.-G. TREBULLE	
Cass. civ. 3	10/05/07	Epx Mathieu c/ Cne de Beynost, n° 05-20.623	Juge de l'expropriation et date de référence	AJDI, 2/2008, pp. 135-136, obs. A. LEVY	
TC, Bull.	21/05/07	EARL Ferme de la Tour et a. c/ cne de Maurepas, n° 07-03.532	L'indemnité d'expropriation doit « en principe » couvrir tous les dommages subis par l'exproprié du fait de l'opération entreprise	RDI, 3/2008, pp. 147-149, obs. R. Hostiou	
Cass. civ. 3	23/05/07	Berard c/ Cne de Soumoulou, n° 06-14.471	Les effets de la date d'entrée en vigueur du décret du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation	AJDI, 4/2008, pp. 304-305, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	23/05/07	Puy-de-Dôme c/ Mme Bafoil, n° 06-18.152	Voies de recours contre une décision constatant la perte de base légale d'une ordonnance d'expropriation	AJDI, 3/2008, pp. 227-228, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	31/05/07	Safer Basse-Normandie c/ Costard, n° 06-13.874	Biens préemptables par la SAFER	AJDI, 3/2008, pp. 224-225, obs. S. PRIGENT	
Cass. civ. 3	05/06/07	Cne de Nice c/ Mme Braun, n° 06-14.407	Préemption. Personne à qui notifier la déclaration d'intention d'aliéner	AJDI, 2/2008, pp. 141-142, obs. A. LEVY Rép. Defr., 3/2008, pp. 225-226, chr. Ph. BENOIT-CATTIN	
Cass. civ. 3	12/06/07	Pinot c/ Fizel, n° 06-14.1711	Préemption du preneur : délai pour agir en nullité	AJDI, 3/2008, pp. 225-226, obs. S. PRIGENT	
CAA Bordeaux	18/06/07	Min. Int. c/ M. Henri de Carsalade, n° 04BX01416	Gravité de l'atteinte portée à la propriété privée et défaut d'intérêt public d'une opération d'expropriation	RDI 3/2008, pp. 145-147, obs. R. HOSTIOU	
Cass. civ. 3 Bull.	20/06/07	Cne Saint-Denis de la Réunion c/ Csts Mas, n° 06-12.569	Réserves foncières : qu'en est-il de la jurisprudence Motais de Narbonne ?	AJDA, 8/2008, pp. 407-410, note R. HOSTIOU AJDI, 5/2008, pp. 409-410, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	20/06/07	Cts Micropoulos c/	Position dominante du	AJDI, 5/2008, pp. 407-409, obs. A. LEVY	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		Clichy-La-Garenne, n° 06-13.749	commissaire du gouvernement et procédure		
Cass. civ. 3	27/06/07	Legrand c/ Safer Champagne-Ardenne, n° 06-14.329	Annulation de la décision de préemption de la Safer	AJDI, 4/2008, p. 301, obs. S. PRIGENT	
CAA Versailles	28/06/07	Mme Mercier, n° 05VE00461	De l'obligation pour l'expropriant d'exécuter la chose jugée et de procéder au paiement de l'indemnité	AJDI, 4/2008, pp. 305-308, obs. R. HOSTIOU	
Cass. civ. 3	03/07/07	Cts Eby c/ Cne de Blotzheim, n° 06-15.398	Dans l'ordonnance d'expropriation doivent figurer, jointes à l'arrêté de cessibilité, l'identité des expropriés et la destination des biens expropriés	AJDI, 6/2008, p. 494, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	04/07/07	Zanetti c/ Sté SEM, n° 06-13.393	Les juridictions d'expropriation statuent souverainement tant sur l'existence du préjudice subi par les expropriés que sur son évaluation	AJDI, 6/2008, pp. 493-494, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 2	10/07/07	Cts Bruvier c/ Sté Amiens Aménagement, n° 06-15.489	Position dominante du commissaire du gouvernement et procédure	AJDI, 5/2008, pp. 407-409, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	10/07/07	Cts Gely c/ Sté Autoroutes du Sud de la France, n° 06-12.160	Les pouvoirs des juridictions d'expropriation	AJDI 6/2008, pp. 492-493, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	10/07/07	Epx Bartkowiak c/ sté d'Equipement de la Touraine, n° 06-15.965 et 06-17.638	Position dominante du commissaire du gouvernement et procédure	AJDI, 5/2008, pp. 407-409, obs. A. LEVY	
CAA Versailles	10/07/07	Mme Mercier, n° 05VE00459	De l'obligation pour l'expropriant d'exécuter la chose jugée et de procéder au paiement de l'indemnité	AJDI, 4/2008, pp. 305-308, obs. R. HOSTIOU	
CA Paris, Tab.	11/07/07	Ville de Paris c/ Sté AVI, n° 05PA04012	Le bail emphytéotique conclu à la suite d'une préemption irrégulière doit être privé d'effet	RDI, 4/2008, pp. 214-215, obs. C. SAINT-ALARY-HOUIN	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
Cass. civ. 3	12/09/07	Epx Bonas c/ Sté d'Équipement de la Touraine, n° 06-15.966 et 06-17.637	Position dominante du commissaire du gouvernement et procédure	AJDI, 5/2008, pp. 408-409, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	26/09/07	Cne Chamonix-Mont-Blanc c/ Gogest Devouassoux Immobilier, n° 06-17.337	La commune qui préempte un bien immobilier doit-elle payer la commission due par l'acquéreur évincé à l'agent immobilier au titre d'un simple mandat de recherche ?	BJDU, 6/2007, pp. 429-432, obs. F. NESI	
Cass. civ. 3	26/09/07	Sté d'équipement de la région montpelliéraine c/ Cts Gargano, n° 06-14.468	Conditions d'appréciation de l'occupation d'un bien loué	AJDI, 5/2008, pp. 410-411, obs. A. LEVY	
Cass. civ. 3	03/10/07	Fondation Franz-Weber c/ Safer Rhône-Alpes, n° 06-16.083	Procédure de rétrocession	AJDI, 5/2008, p. 405, obs. S. PRIGENT	
TA Amiens	16/10/07	M. Liebel, n° 0502557	Nullité de la préemption d'un terrain situé partiellement sur le territoire d'une autre commune	AJDA, 10/2008, p. 551	
CAA Nantes	16/10/07	M. Yves Daniel, n° 06NT01922	La durée de validité de la DUP n'était pas expirée	AJDA, 13/2008, pp. 684-686, note D. ARTUS	11
CEDH	06/11/07	Bugajny et csts c/ Pologne	Permis de lotir. Lots affectés à la voirie publique. Expropriation ex lege. A défaut, violation de l'art. 1 <sup>er</sup> du 1 <sup>er</sup> Protocole	Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 51, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	9
CE, Tab.	12/11/07	Sté Globe Invest, n° 295798	Droit de préemption urbain et zone d'aménagement différé. Un point de procédure qui n'est pas de détail	BJDU, 6/2007, pp. 442-446, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 1/2008, p. 21, note P. CORNILLE RDI 3/2008, pp. 167-168, obs. P. SOLER-COUTEAUX	11
CAA Douai	13/11/07	Min. Agriculture c/ Cne Herlies, n° 07DA00700	Question de la régularité de la décision finale rendue par la Commission départementale d'aménagement foncier	JCP A, 19-20/2008, p. 15, chr. O MESMIN	
CE	14/11/07	SCI du Marais, n° 305620	Le droit de préemption à l'épreuve du référé	JCP A, 4/2008, pp. 39-40, note D. BAILLEUL RDI, 1/2008, pp. 63-64, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA	16/11/07	M. et Mme Poupart c/	Expropriation en vue de la	RDI, 5/2008, pp. 258-261, obs. R. HOSTIOU	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
Versailles		Min. Int., n° 06VE00882	construction		
Cass. civ. 3	21/11/07	Directeur des services fiscaux du Val-de-Marne c/ Cts Genvresse, n° 06-17.400	Irrecevabilité de l'appel des Domaines contre une décision du juge de l'expropriation	AJDI, 3/2008, p. 228	
Cass. civ. 3	21/11/07	EARL Pauvert c/ Sté Autoroutes du Sud de la France et directeur des services fiscaux de l'Ariège, n° 07-11.427	En cas d'éviction totale d'une exploitation agricole, l'indemnisation doit porter sur la perte des revenus en tenant compte de l'ensemble des bénéficiaires nets de l'exploitation après avoir exclu les charges et frais du fait de la cessation totale d'activité	AJDI, 3/2008, p. 228 RDI, 6/2007, pp. 519-521, obs. C. MOREL RD rur., n° 360, février 2008, pp. 31-33, note J.-J. BARBIERI	
CE	03/12/07	Cne d'Achères, n° 305974	La préemption exercée dans le cadre d'une politique communale n'est pas subordonnée à l'existence d'un projet précis et certain	RDI, 4/2008, pp. 230-232, obs. P. SOLER-COUTEAUX	<b>4-9</b>
CAA Versailles	03/12/07	Cne de Drancy, n° 06VE00717	L'obligation de motivation des décisions de préemption mettant en oeuvre une politique locale de l'habitat	AJDA, 10/2008, p. 551	
CE	03/12/07	Cne de Mondragon, n° 295779	Droit de préemption urbain et zone d'aménagement différé. Précision sur la notion d'action ou d'opération d'aménagement pour la motivation de la préemption	BJDU, 6/2007, pp. 433-435, concl. L. DEREPA, obs. Constr.-urb., 1/2008, pp. 20-21, note P. CORNILLE	
CE	03/12/07	Cne de Saint-Bon-Tarentaise, n° 306949	Une commune peut-elle exercer son droit de préemption dans l'hypothèse où le projet de l'acquéreur évincé est similaire au sien ?	AJDA, 5/2008, pp. 261-263, concl. L. DEREPA Dr. adm., 2/2008, p. 44 RDI, 1/2008, pp. 61-63, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
Cass. civ. 3	05/12/07	Cts Bouarat c/ Cne de Saint-Lary Soulan et Préfet des Hautes-Pyrénées, n° 06-70.003	L'arrêté de cessibilité doit être pris dans les délais fixés par les textes législatifs et réglementaires	AJDA, 11/2008, p. 603 RDI, 1/2008, pp. 30-31, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	05/12/07	M. Lucien Coste c. Juge	L'expropriation ne peut pas être	AJDA, 7/2008, pp. 371-372	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		de l'expropriation du département du Gard, n° 06-20.053	prononcée si la déclaration d'utilité publique est caduque	RDI, 1/2008, pp. 30-31, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	05/12/07	M. Patrick Rossignol c/ cne de Blagnac, n° 06-18.682,	Désignation et renouvellement du juge de l'expropriation	AJDA, 11/2008, p. 603 RDI, 1/2008, p. 29, obs. C. MOREL	
CAA Nancy	10/12/07	Cts Mourer, n° 06NC00315	Remembrement rural – contentieux	JCP A., 16/2008, p. 17, note G. MARTI	
TA Besançon	13/12/07	Assoc. du chemin de fer du Val-d'Amour, n° 0700026	Pas d'expropriation pour des dépendances domaniales non déclassées	AJDA, 10/2008, pp. 529-530, concl. S. TISSOT-GROSSRIEDER	
CE, Tab.	17/12/07	Cne de Montreuil, n° 304626	Préemption illégale : seuls les préjudices directs et certains sont indemnisables	AJDA, 1/2008, p. 14, obs. E. ROYER BJDU, 6/2007, pp. 455-458, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT	
CE, Tab.	17/12/07	Cne de Pardies-Piétat, n° 307231	Moyen inopérant à l'encontre d'une délibération exerçant le droit de préemption dans une ZAD	BJDU, 6/2007, pp. 436-439, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT JCP A, 3/2008, p. 12 RDI, 4/2008, pp. 230-231, obs. P. SOLER-COUTEAUX	9
CA Nîmes, ch. expr.	17/12/07	N° 07/00017	Principe de cohérence et procédures d'expropriation distinctes (bailleur-preneur)	RD rur., n° 361, mars 2008, pp. 36-38, note J.-J. BARBIERI	
CAA Nantes	18/12/07	SCI La Montoise, n° 07NT00560	La déclaration d'utilité publique du projet de rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel est-elle régulière ?	BJCL, 4/2008, pp. 260-265, concl. D. ARTUS	
Cass. civ. 3	19/12/07	N° 06-21.998	La valeur vénale d'un terrain situé en zone non constructible du POS n'est pas celle d'un terrain à bâtir	JCP A, 3/2008, p. 13	
CAA Marseille	20/12/07	Département de l'Hérault, n° 07MA01480	Protection des espaces naturels sensibles – Exercice du droit de préemption sur des parcelles bâties (erreur de droit)	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. III	
CAA Paris, Plén.	21/12/07	SCI Les Terrasses d'Ornano, n° 06PA04034	Droit de préemption urbain	AJDA, 12/2008, pp. 653-659, concl. B. BACHINI Etudes Foncières, n° 131, janv.-fév./2008, pp. 48-49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX	
CAA	31/12/07	Mme Lai Yen Kang, n°	Urbanisme opérationnel et	RDI, 4/2008, pp. 195-199, obs. R. HOSTIOU	9

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
Bordeaux		05BX01566	contentieux de l'expropriation : un couple à problèmes		
CE, Tab.	11/01/08	Ville de Nîmes, n° 298388	Recevabilité d'un recours contre le refus d'abroger une déclaration d'utilité publique	AJDA, 2/2008, p. 71, obs. J.-M. PASTOR	
CE	16/01/08	Cté d'agglomération de Maubeuge-Val de Sambre, n° 283020	Appréciation par le juge de la nécessité du recours à l'expropriation	AJDA, 3/2008, p. 120, obs. Z AIT-EL-KADI RDI 3/2008, pp. 149-151, obs. R. HOSTIOU	
CE	16/01/08	Hahn, n° 276482	Des précisions apportées au contentieux des opérations d'aménagement foncier	RD rur., n° 361, mars 2008, p. 43, obs.	
CE	23/01/08	Cne de Romainville, n° 308995	Dans quelles conditions doit-il être tenu compte de l'avis des Domaines ?	BJDU, 1/2008, pp. 46-49, concl. L. DEREPA	
Cass. civ. 3	30/01/08	Fernand Narbey Torossian c/ Juge de l'expropriation du département du Tarn, n° 06-19.731	Seuls les propriétaires ou les titulaires d'un droit réel peuvent former un pourvoi en cassation contre les ordonnances d'expropriation rendues par les juges de l'expropriation concernant ce droit	RDI, 3/2008, p. 151, obs. C. MOREL	
Cass. civ. 3	30/01/08	Syndicat mixte du confluent 47 c/ Michèle Dejean, n° 07-10.999	Le délai d'appel contre un jugement ne peut courir qu'après sa signification régulière	RDI, 3/2008, p. 155, obs. C. MOREL	
CE, Rec.	30/01/08	Ville de Paris c/ Sté CECOGLI, n° 299675	Droit de préemption et programme local de l'habitat – Motivation	AJDA, 6/2008, p. 281, obs. Y. JEGOUZO BJDU, 1/2008, pp. 50-56, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, p. 40 Etudes Foncières, n° 131, janv.-fév./2008, pp. 48-49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX Etudes Foncières, n° 132, mars-avr./2008, p. 42, chr. D. DUTRIEUX JCP A, 8/2008, p. 8	12
CAA Versailles	05/02/08	Codron, n° 06VE02009	Question de la portée des règles de forme régissant les procédures d'expropriation	JCP A, 22/2008, pp. 26-27, obs. J. GRAND D'ESNON	
Cass. civ. 3	06/02/08	Roubaud-Benedetti, n°	Chemin rural et principe du	RD rur., n° 362, avril 2008, pp. 46-47, note J.-J. BARBIERI	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		06-22.015	contradictoire		
Cass. civ. 3	13/02/08	SCI Les trois Figuiers, n° 06-21.202	La mise en demeure d'acquérir un bien dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique n'est pas un acte créateur de droit	AJDA 22/2008, pp. 1198-1203, note A. SOUCHON BJCL, 5/2008, pp. 344-346, obs. F. NESI Etudes foncières, n° 132, mars-avril 2008, p. 42, chr. D. DUTRIEUX	
CAA Paris	14/02/08	Cne de Gennevilliers, n° 06PA02957	Les limites de la motivation par référence	Constr.-urb., 4/2008, p. 25, note P. CORNILLE	
CE, Tab.	20/02/08	Min. Agri. c/ M. Devilliers, n° 272058	Remembrement : un moyen de régularité nouveau est recevable devant le juge administratif	AJDA, 8/2008, p. 381, obs. Z. AIT-EL-KADI JCP A, 10-11/2008, pp. 14-15	
CE, Rec.	07/03/08	Cne de Meung-sur-Loire, n° 288371	Le Conseil d'Etat assouplit sa jurisprudence en matière de motivation des décisions de préemption	AJDA, 11/2008, p. 556, obs. A. VINCENT BJDU, 1/2008, pp. 57-62, concl. L. DEREPAS Dr. env., 159/2008, pp. 21-24, note C. MONDOU JCP A., 16/2008, pp. 34-36, note P. BILLET	
Cass. civ. 3	19/03/08	Gittus c/ SAFER Marché Limousin et a., n° 07-11.383	Le droit de préemption de la SAFER s'applique en cas de mise en vente de parcelles boisées et non boisées d'un même fonds, peu important le fait que les parcelles non boisées ne soient pas prépondérantes et qu'elles ne constituent pas une exploitation agricole.	RD rur., n° 364, juin-juill. 2008, pp. 70-71, note F. ROUSSEL	
CE, Tab.	21/03/08	Sté Megaron, n° 310173	Précisions sur l'entrée en vigueur de la préemption des biens commerciaux	AJDA, 13/2008, p. 669, obs. M.-C. de MONTECLERC BJCL, 6/2008, pp. 423-426, concl. A. COURREGES Dr. adm., 5/2008, pp. 31-32, note A. COURREGES JCP A., 16/2008, pp. 29-31, concl. A. COURREGES et pp. 32-33, note P. BILLET	
CE	21/03/08	Sté Terres et Demeures, n° 279074	Droit de préemption des espaces naturels sensibles. Responsabilité pour faute de l'administration.	Constr.-urb., 5/2008, p. 21, note O. CHAMBORD	
CE, Tab.	23/04/08	Min. Agri. c/ Radet, n° 310350	La commission départementale d'aménagement foncier doit proposer l'envoi en possession provisoire avant de décider sur les réclamations	JCP A, 19-20/2008, p. 9, obs. M.-C. RAOULT	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
CE	07/05/08	Cne Meung-sur-Loire, n° 288371	Droit de préemption, motivation et droit de préemption urbain	Constr.-urb., 5/2008, p. 22, note P. CORNILLE JCP A, 23/2008, pp. 44-48, note L. BENOIT	
CE, Tab.	16/05/08	Cne Cambon-d'Albi, n° 289316	Le retard de publication d'un avis d'enquête publique ne rend pas la procédure automatiquement irrégulière	AJDA, 18/2008, p. 963, obs. J.-M. PASTOR	
CE	21/05/08	Cne de Houilles, n°296156	Intérêt à agir du propriétaire du bien préempté et transfert de propriété	BJDU, 2/2008, pp. 136-139, concl. A. COURREGES JCP A, 25/2008, pp. 28-30, concl. A. COURREGES, pp. 30-32, note Ph. BILLET	
CE, Tab.	21/05/08	Sté EPM, n° 310951	Peut-on préempter totalement un ensemble immobilier, à cheval sur deux zones, vendu par adjudication ?	BJDU, 2/2008, pp. 108-114, concl., A. COURREGES	

## 8. Fiscalité et participations d'urbanisme

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Taxe de riveraineté. Paiement et prescription. Rép. Min. n° 02467 à M. Masson : JO Sénat Q, 28 févr. 2008, p. 389, Note N. GONZALEZ-GHARBI	Constr.-urb.	4	2008	30-31	
Regard critique d'un praticien sur le projet de loi relatif aux contrats de partenariat, F. TENAILLEAU	JCP A	10-11	03/03/08	3-5	
Urbanisme et fiscalité des "rentes de situation" : la mise en oeuvre de la taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles, P. BILLET Commentaire du décret n° 2007-1394, 27 sept. 2007 pris pour l'application de l'art. 1529 CGI relatif à la taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles et modifiant les annexes II et III à ce code	JCP A	1-2	07/01/08	36-40	
Fiscalité de l'aménagement. Quelle déduction de TVA pour les aménageurs de zones ?, B. BOISSEAU	MTP	5442	14/03/08	95	<b>9</b>

### JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CAA Paris	26/04/07	Cne de Puteaux, n° 04PA00833	Légalité d'une indemnité compensant la non-réalisation d'une obligation contractuelle	RDI 5/2008, pp. 293-294, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Marseille	03/05/07	SCI Cap Thalassa, n° 04MA00213	Le droit à répétition n'est acquis que pour autant qu'il y a eu perception par la collectivité	RDI, 1/2008, pp. 60-61, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE, Tab.	10/10/07	Cne de Biot, n° 268205	Les dispositions relatives à la participation des constructeurs aux équipements publics sont-elles d'ordre public ?	AJDA, 16/2008, pp. 889-894, note B. POUJADE BJDU, 6/2007, pp. 440-441, obs. Constr.-urb., 2/2008, pp. 25-26, note O. CHAMBORD	<b>10</b>
CAA Versailles	18/10/07	SCI L'Orée de Noisy	Légalité d'une participation non imposée à un lotisseur	RDI, 2/2008, pp. 113-115, obs. P. SOLER-COUTEAUX	<b>9</b>
CE	21/12/07	Min. Transports c/ Lacombe, n° 292401	La taxation des surfaces non déclarées doit être précédée d'une procédure contradictoire	Constr.-urb., 4/2008, p. 31, note N. GONZALEZ-GHARBI RDI, 2/2008, pp. 118-121, obs. J.-P. STREBLER	
TA Paris	15/02/08	Sté WPY, n° 319744 et 421359	Permis de construire. Le doublement de la redevance pour création de locaux à usage de bureaux est	JCP A, 24/2008, pp. 48-52, note C. VILLALBA	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			soumis à la procédure contradictoire prévue à l'article L. 80 D du Livre des procédures fiscales		
CJCE	21/02/08	Comm. CE c/ Italie, C-412/04	Marché et travaux réalisés par le titulaire d'un permis de construire ou d'une autorisation de lotir – Participations d'urbanisme	BJDU, 2/2008, pp. 115-125, obs. C. LAMBERT Dr. adm., 4/2008, pp. 26-27, comm.	<b>9 - 10</b>
CE	21/03/08	Cne Ammerschwihl c/ SA Agora Promotion, n° 294039	Participations financières d'urbanisme. Fait générateur	Constr.-urb., 5/2008, pp. 25-26, note O. CHAMBORD	

## 9. Opérations d'aménagement

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Fasc. 32-16, Réalisation du lotissement : vente des lots et délivrance des permis de construire, X. COUTON, Jurisclasseur Constr-Urb.	Lexis Nexis	2008	-	
Fasc. 32-18, Modifications du dossier de lotissement, L. LE CORRE, Jurisclasseur Constr-Urb.	Lexis Nexis	2008	-	
Le nouveau régime des divisions foncières, S. PERIGNON	Le Moniteur	Mars 2008	263 p.	
Les concessions d'aménagement. Nouvelles règles de concurrence, nouvelles procédures de passation, encadrement financier, 2 <sup>ème</sup> éd., J. MICHON, coll. Guides juridiques	Le Moniteur	mars 2008	329 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'irruption de la sûreté dans le champ du droit de l'urbanisme, J.-Ph. BROUANT	AJDA	1	14/01/08	18-22	<b>0 - 4</b>
Le projet de loi sur les contrats de partenariat : vers l'extension et la clarification du partenariat public-privé ?, F. LICHÈRE	AJDA	3	28/01/08	123-127	
Immobilier universitaire et stimulation du partenariat public-privé, J.-D. DREYFUS	AJDA	18	26/05/08	974-977	
Un lotissement à déclaration préalable peut en cacher un autre..., J. TREMEAU	AJDA	19	02/05/08	1031-1035	
Pour une défense de la concession d'aménagement, J-F. BIZET	BJCP	57	Avr- 2008	74-78	
Lotissement et simples détachements de parcelles : halte à une interprétation erronée de la nouvelle définition du lotissement ! J-L. BERGEL	BJDU	1	2008	2-5	
Urbanisme et délinquance : le décret. Note sur le décret n° 2007-1177, 3 août 2007, pris pour l'application de l'art. L. 111-3-1 c. urb. et relatif aux études de sécurité publique, G. GODFRIN	Constr.-urb.	1	2008	19-20	
Vente d'un terrain à bâtir soumis à déclaration préalable d'aménager : vivement la circulaire !, P. CORNILLE	Constr.-urb.	2	2008	7-10	<b>10</b>
Les autorisations de construire ou d'aménager délivrées à plusieurs personnes, première approche, H. PERINET-MARQUET	Constr.-urb.	6	2008	7-11	<b>10</b>
La Commission européenne et les partenariats public-privé institutionnalisés, R. NOGUELLOU	Droit administratif	4	2008	3-4	

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Le mécanisme de l'article L. 318-3 c. urb. : un procédé particulier d'incorporation d'une voie privée dans le domaine public communal, S. DELIANCOURT	JCP A	22	26/05/08	41-44	
Lotissement soumis à déclaration préalable : quand et quel avant-contrat ?, D. RADOT	JCP N	2	2008	5-7	
La réforme de la définition du lotissement. Approche pratique, D. DUTRIEUX	JCP N	11	2008	28-31	
Retour sur le « troisième lot », S. PERIGNON	JCP N	15	2008	16-18	
Les conventions publiques d'aménagement de nouveau mises à mal, N. LAFAY et F. ROSE-DULCINA	MTP	5435	25/01/08	92-94	
Réforme des PPP : quand la nécessité fait loi, B. MARTOR et Y. PONS	MTP	5438	15/02/08	86-89	
Seine Aval : un territoire à réinventer, N. MOUTARDE	MTP	5440	29/02/08	57-63	
Contrats publics : Les 56 décisions qui ont fait 2007, C. EMERY	MTP	5440	29/02/08	90-95	
Fiscalité de l'aménagement. Quelle déduction de TVA pour les aménageurs de zones ?, B. BOISSEAU	MTP	5442	14/03/08	95	8
Conventions publiques d'aménagement (1/2). Les ratés d'une validation législative, M. RICHER et E. CROCHEMORE	MTP	5445	04/04/08	86-88	
Conventions publiques d'aménagement (2/2). Régularisation : au Conseil d'Etat de trancher !, J.-M. BERNARD	MTP	5446	11/04/08	118-121	
Propriété des personnes publiques : Jusqu'où va la valorisation du domaine public ?	MTP	5451	16/05/08	88-93	
Collectivités territoriales : Restriction des conditions de recours au contrat de partenariat, M.-Y. BENJAMIN	MTP	5452	23/05/08	101	
La pré-commercialisation des lots dans les lotissements, A. VIANNAY	MTP	5456	20/06/08	102-103	
La vente du lot de lotissement, C. PISANI	Répertoire Defrénois	5	15/03/2008	520-528	

## DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Réunifier et réconcilier la ville. Constat et propositions, G. LE GALL. Avis du Conseil Economique et Social <a href="http://www.ces.fr/ces_dat2/2-3based/base.htm">http://www.ces.fr/ces_dat2/2-3based/base.htm</a>	CES	Janvier 2008	158 p.	13
Communication de Bruxelles sur les partenariats publics-privés institutionnalisés <a href="http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/ppp_fr.htm">http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/ppp_fr.htm</a>	Commission européenne	05/02/08	11 p.	
Un commerce pour la ville, Rapport de Robert ROCHEFORT au Ministre du Logement et de la Ville <a href="http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille_Commerce_cle6d1da2.pdf">http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille_Commerce_cle6d1da2.pdf</a>	Ministère du logement et de la ville	Février 2008	84 p.	10
Quartier de la Défense : aux collectivités territoriales de prendre le relais, Rapport d'information N° 246 (2007-2008) – Ph. DALLIER de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation	Sénat	27/03/08	67 p.	1

<http://www.senat.fr/noticerap/2007/r07-246-notice.html>

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CE, Tab	18/06/07	Assoc. synd. Libre des propriétaires du lotissement Te Maru Ata, n° 289336	Conséquence d'une absence d'autorisation de lotissement	Rép. Defr., 3/2008, chr. J.-Ph. MENG	
CE, Tab	16/07/07	Sté Tropic travaux signalisation, n° 291545	Contrats administratifs - concurrents évincés - recours de pleine juridiction - application aux concessions d'aménagement	AJDA, 29/2007, pp. 1577-1588, chr. F. LENICA et J. BOUCHER JCP A, 37/2007, pp. 25- 28, note M-C. ROUAULT LPA, 181/2007, pp. 6-13, note J.-M. GLATT RFDA, 4/2007, concl. CASA et 5/2007, note F. MODERNE et D. POUYAUD Rép. Defr., 3/2008, note J.-Ph. MENG	11
CAA Versailles	18/10/07	SCI L'Orée de Noisy	Légalité d'une participation non imposée à un lotisseur	RDI, 2/2008, pp. 113-115, obs. P. SOLER-COUTEAUX	8
CEDH	06/11/07	Bugajny et csts c/ Pologne	Permis de lotir. Lots affectés à la voirie publique. Expropriation ex lege. A défaut, violation de l'art. 1 <sup>er</sup> du 1 <sup>er</sup> Protocole	Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 51, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	7
CE	30/11/07	Ville de Strasbourg c/ M. et Mme Maleriat-Bihler, n° 271897	Il n'y a lotissement que s'il y a division en jouissance ou en propriété de la parcelle	AJDA, 11/2008, p. 607 RDI, 2/2008, pp. 116-117, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Nantes	19/12/07	M. et Mme Josse et Cne de Chavagne, n° 06NT01078 et 06NT01087	L'inconventionnalité de la validation législative des anciennes conventions d'aménagement	AJDA, 3/2008, pp. 150-154, note R. V. Contrats et marchés publics, n° 3/2008, comm. 51, J-P. PIETRI JCP A 24/2008, pp. 30-35, note C. DEVES RDI, 4/2008, pp. 205-207, obs. S. BRACONNIER	
CE	21/12/07	Cne de Verneuil-l'Etang, n° 282580	Programme d'aménagement d'ensemble	Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX	
CAA Bordeaux	31/12/07	Mme Lai Yen Kang, n° 05BX01566	Urbanisme opérationnel et contentieux de l'expropriation : un couple à problèmes	RDI, 4/2008, pp. 195-199, obs. R. HOSTIOU	7
CAA Nancy	07/02/08	N° 06NC01591	Champ d'application de l'autorisation de lotir (ancien	Constr.-urb., 4/2008, p. 26, note P. CORNILLE	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			régime)		
CJCE	21/02/08	Comm. CE c/ Italie, C-412/04	Marché et travaux réalisés par le titulaire d'un permis de construire ou d'une autorisation de lotir – Participations d'urbanisme	BJDU, 2/2008, pp. 115-125, obs. C. LAMBERT Dr. adm., 4/2008, pp. 26-27, comm.	<b>8 - 10</b>
CE, Tab.	05/03/08	Sté d'aménagement du bois de Bouis, n° 255266	Le contentieux est lié par une réclamation se rattachant au même fait générateur	AJDA, 10/2008, p. 497, obs. M.-C. de MONTECLER	
CE, Tab.	07/03/08	Cne de Mareil-le-Guyon, n° 296287	Que faut-il entendre par « division foncière » ?	AJDA, 11/2008, p. 561, obs. E. ROYER BJDU, 1/2008, pp. 37-41, concl. Y. STRUILLOU Constr.-urb., 5/2008, p. 23, P. CORNILLE JCP A, 15/2008, pp. 35-36, note G. PELLISSIER	<b>10</b>

## 10. Autorisations d'occupation des sols

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Guide juridique et pratique de l'urbanisme commercial, J.-A. FRESNEAU, R. SCHWARTZ	EFE	2008		
La réforme des autorisations d'urbanisme, P. HOCREITERE, J.-P. MENG	Berger-Levrault	2008	430 p.	
Le permis de construire, 4 <sup>e</sup> éd., M. RICARD et Gh.MALANDIN	Le Moniteur	2007	558 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Vente d'un terrain à bâtir soumis à déclaration préalable d'aménager : vivement la circulaire !, P. CORNILLE	Constr.-urb.	2	2008	7-10	9
De la nature juridique du « certificat d'urbanisme tacite ». A propos de la Rép. Min. Ecologie n° 5242, JOAN Q, 27 nov. 2007, p. 7495. Note G. GODFRIN	Constr.-urb.	2	2008	23-24	
Un permis de construire définitif : quand le savoir ?, S. PERIGNON	Constr.-urb.	3	2008	1	
La notification électronique des actes de l'instruction et des décisions. A propos de la Rép. Min. Ecologie n° 5652, JOAN Q, 25 déc. 2007, p. 8227. Note G. GODFRIN	Constr.-urb.	3	2008	30-32	
Le changement de destination sans travaux est-il soumis à autorisation d'urbanisme ?. A propos de la Rép. Min. Ecologie n° 1724, JO Sénat Q, 31 janv. 2008, p. 1521. Note G. GODFRIN	Constr.-urb.	3	2008	32-33	
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable. Un défi pour le droit. Implantation de nouveaux ouvrages à proximité des bâtiments d'exploitations agricoles, F-J COUTANT et O. SALVADOR	Constr.-urb.	4	2008	7-8	
La réforme du permis de construire : et le contentieux ? A-S. POIROUX, V. LE COQ	Droit et Ville	65	2008	174-234	
<b>Dossier : Autorisations d'urbanisme : premier bilan</b> , F. BOURDON, J. ROTY, L. MAZERAND Sommaire : La réforme réclame encore des réglages Les points forts de la réforme et les difficultés de son application Quelques problèmes d'application pour les services instructeurs Pour des opérations de bornage le plus en amont possible «Davantage de contraintes pour les professionnels de la transaction»	Géomètre	2046	Mars 2008	26-42	
104 <sup>e</sup> Congrès des notaires de France. Le développement durable, un défi pour le droit. Urbanisme commercial et développement durable, J.-P. GILLES, J.-P. ROUX et A. DUPIE	JCP N	17	2008	20-24	5

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Revue</b>	<b>N°</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
La réforme du permis de construire et des autorisations d'urbanisme : les objectifs de simplification et de sécurité juridique sont-ils remplis ?, V. BARBE	LPA	125	23/06/08	8 et s.	
Construire dans les communes exposées à des risques naturels, B. CHAUSSADE et I. PIQUEMAL	MTP	5443	21/03/08	88-89	<b>5</b>
Le casse-tête des retraits de permis de construire, P. MARTIN	MTP	5444	28/03/08	92-93	
Le caractère exécutoire des autorisations d'urbanisme, P. HOCREITERE	MTP	5449	02/05/08	68-71	
Colloque : La nécessaire réforme des règles d'implantation des centres commerciaux - L'application du droit existant des autorisations d'exploitation commerciale depuis la loi Raffarin, J.-P. MENG, pp. 465-472 - L'évaluation du système français au regard du droit communautaire, L. LECESNE, pp. 473-477 - Les propositions de réforme de la commission de modernisation de l'urbanisme commercial, F. BOUYSSOU, pp. 479-485 - Table ronde et débat, D. MORENO, p. 487 - Quelles voies pour une possible réforme ?, H. PERINET-MARQUET, pp. 489-491 - Propos conclusifs, P. MALINVAUD, pp. 507-509	RDI	6	Nov.-déc. 2007	465-509	
L'entrée en vigueur de la réforme des autorisation d'urbanisme et ses dispositions transitoires, P. HOCREITERE	RDI	1	Février 2008	8-18	<b>11</b>
L'unicité de l'autorisation de l'ensemble immobilier indivisible, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	3	Avril 2008	128-133	
L'accroissement de la prise en compte du développement durable dans le secteur de la construction, F. G. TREBULLE	RDI	4	Mai 2008	176-186	<b>5</b>

## DOCUMENTATION EN LIGNE

<b>TITRE/ REF.</b>	<b>Organisme</b>	<b>DATE</b>	<b>Pages</b>	<b>R2</b>
Un commerce pour la ville, Rapport de R. ROCHEFORT au Ministre du Logement et de la Ville <a href="http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille_Commerce_cle6d1da2.pdf">http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille_Commerce_cle6d1da2.pdf</a>	Min. Logement et Ville	Février 2008	84 p.	9

## JURISPRUDENCE COMMENTEE

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
TA Clermont-Ferrand	27/02/07	Assoc. « de défense du cadre de vie des rues du Verger et des Allières », n° 0601695	La recevabilité des recours des associations après la loi ENL	AJDA, 1/2008, pp. 54-58, note Y. PITTARD	<b>11</b>
TA Amiens	06/03/07	Assoc. « Habitons	La recevabilité des recours des	AJDA, 1/2008, pp. 54-58, note Y. PITTARD	<b>11</b>

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		Mercey », n° 0502281	associations après la loi ENL		
CAA Bordeaux	06/03/07	M. Thierry Guérin, n° 04BX01885	Comment le conseil municipal doit-il motiver son avis favorable à la demande de permis de construire en dehors des parties actuellement urbanisées du territoire communal ?	Constr.-urb., 2/2008, pp.20-21, note O. CHAMBORD	3
CAA Bordeaux	06/03/07	Mme X et sté Adjouma, n° 05BX01609	Défaut de qualité pour présenter une demande de permis de construire	Constr.-urb., 6/2008, pp. 19-20, note O. CHAMBORD	
CAA Lyon	08/03/07	Min. Transports c/ Assoc. Vivre à Ferney et a., n° 04LY00875 et 04LY01065	Légalité d'une autorisation de coupe et d'abattage d'arbres	JCP A, 14/2008, p. 29, chr. J.-F. SESTIER et D. CHABANOL	
CE, Tab.	06/04/07	M. Chabran et a., n° 296493	Conséquences de l'annulation du retrait d'un permis de construire	Rép. Defren., 3/2008, chr. Ph. BENOIT-CATTIN	11
CAA Versailles	21/05/07	M. Thierry Baro c/ SCI Armand Silvestre construction, n° 06/06575	Irrecevabilité d'une action en démolition fondée sur l'art. L. 480-13 à l'encontre du vendeur en l'état futur d'achèvement qui n'est plus propriétaire	Constr.-urb., 1/2008, p. 25, note N. ROUSSEAU	11
Cass. civ. 3, Bull.	23/05/07	Sté Passariello c/ Escudero, n° 06-11.889	Rétroactivité du permis de construire, validité de la vente et devoir de conseil du notaire	BJDU, 1/2008, pp. 29-32, obs. J. TREMEAU RDI, 1/2008, pp. 58-59, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CAA Lyon	24/05/07	Sté Ets Pierre Fabre, n° 04LY00262	Sur le caractère nominatif de l'arrêté de composition de la Commission départementale d'équipement commercial	JCP A, 14/2008, pp. 28-29, chr. J.-F. SESTIER et D. CHABANOL	
CE	15/06/07	Arnaud c/ Cne Châteauneuf-du-Rhône	Urgence et référés en matière d'autorisation d'urbanisme	Env., 5/2008, pp. 39-40, note J.-M. FEVRIER	11
CAA Douai	05/07/07	SARL de La Roche et SCI Les Jardins d'Étalondes, n° 06DA01594	Les représentants des membres de la commission départementale d'équipement commercial doivent-ils être désignés nominativement ?	AJDA, 3/2008, pp. 154-158, concl. J. LEPERS	1

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
CE, Sect., Tab	25/07/07	Min. Emploi, cohésion sociale et logement c/ M. C., n° 277960	Changement d'affectation ou d'usage	JCP N, 9-10/2008, pp. 14-18, note M. JORAT Rép. Defren., 3/2008, chr. J-Ph. MENG	
CAA Nantes	27/07/07	SIVOM de Combrit-Sainte-Marine-Ile Tudy, n° 06NT00017	Station d'épuration et règles d'urbanisme	RFDA, 2/2008, p. 359 et s., concl. D. ARTUS	<b>4</b>
Cass. crim	18/09/07	S. Abdelkader, n° 07-80.804	Retrait de permis tacite et défaut de permis de construire	RDI, 6/2007, p. 521, obs. G. ROUJOU DE BOUBEE	
CE, Tab.	10/10/07	Cne de Biot, n° 268205	Les dispositions relatives à la participation des constructeurs aux équipements publics sont-elles d'ordre public ?	AJDA, 16/2008, pp. 889-894, note B. POUJADE BJDU, 6/2007, pp. 440-441, obs. Constr.-urb., 2/2008, pp. 25-26, note O. CHAMBORD	<b>8</b>
CE, Tab.	10/10/07	Cne de Toulouse, n° 248908, 248969	Peut-on demander seul un permis de construire sur un mur mitoyen ?	BJDU, 6/2007, pp. 422-424, concl. D. CASAS, obs.	
CAA Marseille	17/10/07	Cne de Draguignan, n° 07MA00792	Obligation de notification de la requête en appel d'un jugement reconnaissant un droit à construire	AJDA, 10/2008, p. 551	
CAA Marseille	17/10/07	Cne de Mougins, n° 05MA00225	Qu'entend-on par équipement collectif	JCP A., 18/2008, p. 23, note S. DELIANCOURT	
TA Versailles	06/11/07	M. et Mme Penon, n° 0407353	Le maire ne peut pas délivrer un permis de construire sans respecter l'avis de l'inspection des carrières s'il est requis	AJDA, 7/2008, p. 375	
TA Strasbourg	06/11/07	Schmeltz, n° 05.02-02977	Dérogation au principe de réciprocité des règles d'implantation des constructions agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers	Env., 2/2008, pp. 43-44, note D. GILLIG RD rur., n° 360, février 2008, pp. 33-34, note D. GILLIG	
CE	12/11/07	Min. Equip. c/ Cne Talaudière, n° 281345	Annulation d'un sursis à statuer fondé sur la prise en considération d'un projet d'autoroute	BJDU, 6/2007, pp. 425-428, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 1/2008, p. 22, note P. CORNILLE RDI, 5/2008, pp. 291-293, obs. P. SOLER-COUTEAUX	<b>11</b>
CAA	18/11/07	Bodeven c/ Min. Int., n°	Permis de construire déferé au	JCP A., 21/2007, pp. 23-24, chr. B. PACTEAU	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
Bordeaux		05BX00916	contrôle du juge administratif de manière abusive ?		
CEDH	27/11/07	Hamer c/ Belgique, n° 21861/03	Construction sans permis. Maintien pendant plus de 30 ans. Démolition. Absence de violation de l'art. 1 <sup>er</sup> du 1 <sup>er</sup> Protocole	AJDI, 4/2008, pp. 257 et 316-317, obs. J. RAYNAUD Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 51, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	<b>11</b>
Cass. crim	27/11/07	R., n° 06-87.657	Infractions au code de l'urbanisme	RD rur., n° 360, février 2008, p. 34, obs.	
CE	28/11/07	Stés Jeumont SA et Jeumont Eole, n° 279076	L'implantation d'une centrale éolienne n'est pas soumise à la législation relative aux installations classées	Env., 2/2008, pp. 36-37, note D. GILLIG	<b>5</b>
CAA Nancy, Tab.	29/11/07	Cne Dessenheim, n° 06NC01206	Une salle multi-activités est une occupation du sol susceptible de causer des effets gênants pour le voisinage	AJDA, 11/2008, p. 607 Env., 1/2008, p. 35, obs. D. GILLIG	<b>4</b>
CAA Nancy	29/11/07	Cne Fameck, n° 06NC00834	Annulation d'un permis de construire pour violation de l'article 11 du règlement du POS	Env., 2/2008, p. 44, note D. GILLIG	<b>5</b>
CAA Nancy	29/11/07	M. Jean X, n° 06NC00892	Nuisances sonores et autorisations d'urbanisme	Env., 2/2008, pp. 26-27, note D. GILLIG	<b>5</b>
CE	03/12/07	Sté Fici, n° 299215	Quelles sont les illégalités d'un permis de construire qui peuvent entraîner la responsabilité de l'administration ?	BJDU, 6/2007, pp. 447-450, concl. L. DEREPPAS, obs. J.-C. BONICHOT	<b>11</b>
CAA Bordeaux	03/12/07	Sté Mac Donald's France SA, n° 05BX00424	Le permis de construire n'a pas pour objet de sanctionner les règles d'isolement acoustique définies par le Code de la construction et de l'habitation	AJDA, 11/2008, p. 607 Env., 3/2008, pp. 43-44, note D. GILLIG	
Cass. civ. 3	04/12/07	Sté Eurosic c/ RATP et direction des services fiscaux, n° 06-19.909	La recevabilité des conclusions déposées par le commissaire du gouvernement	RDI, 1/2008, p. 31, obs. C. MOREL	<b>11</b>
CAA Versailles	20/12/07	Cne Andrésy, n° 05VE01421	Suspension du permis de construire et délivrance d'un permis modificatif	JCP A, 7/2008, pp. 43-44, note G. PELLISSIER	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CE	21/12/07	Sté Bretim, n° 285515	Notification du retrait d'un acte administratif	Etudes Foncières, n° 132, mars-avr./2008, p. 43, chr. D. DUTRIEUX	
CE	28/12/07	M. Denis B., n° 278225	La circonstance que les risques qu'un projet de construction comporte pour la sécurité ou la salubrité publique, seraient liés à une activité régie par la législation relative aux installations classées ne fait pas obstacle, par elle-même, à la délivrance d'un permis de construire	Env., 3/2008, p. 40, obs. D. GILLIG	5
TA Amiens	31/12/07	Assoc. Apecame, n° 0500863	Une étude d'impact insuffisante doit être complétée avant la clôture de l'enquête publique	JCP A., 16/2008, pp. 25-28, note P. MOUKOKO	5
TA Amiens	31/12/07	Cne de Vauxcere, n° 0501460	La consultation du public sur les projets de construction d'éoliennes	AJDA, 14/2008, p. 775	1
CAA Versailles	10/01/08	Cne de Vert-le-Grand, n° 06VE01769	Copropriété horizontale avec division en jouissance et superficie minimale pour construire	Constr.-urb., 6/2008, pp. 20-21, note P. CORNILLE	
CE, Tab.	11/01/08	M. et Mme Giorgi, n° 301373	Changement de destination d'un immeuble et raccordement aux réseaux	AJDA, 2/2008, p. 69, obs. C. FAIVRE BJDU, 6/2007, pp. 406-410, concl. F. LENICA, obs. J.-C. BONICHOT Dr. adm., 2/2008, pp. 43-44	
CE	16/01/08	Dpt Haute Garonne, n° 305696	Avis préalable obligatoire du maire pour le permis du préfet en RNU	Constr.-urb., 3/2008, p. 30, note P. CORNILLE	4
CE	16/01/08	Sté Leroy Merlin, n° 296528	Désignation des membres d'une commission d'équipement commercial	AJDA, 3/2008, p. 119, obs. E. ROYER BJCL, 3/2008, pp. 177-181, concl. R. KELLER Constr.-urb., 3/2008, pp. 33-34, note M. A. RENAUX JCP A, 7/2008, pp. 41-42, note G. PELLISSIER	1
CAA Nancy	17/01/08	Cne Furdenheim, n° 06NC01044	Opposabilité des dispositions du règlement sanitaire départemental aux demandes d'autorisations	Env., 3/2008, p. 44, obs. D. GILLIG	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
			d'urbanisme		
CAA Lyon	17/01/08	n° 06LY01804	Le certificat de conformité a un objet précis et exclusif	Constr.-urb., 6/2008, p. 20, note O. CHAMBORD	
CE, Tab.	29/01/08	Sté EDF en France, n° 307870 et 307876	Malgré l'obligation de remise en état, il peut être urgent de suspendre le permis de construire des éoliennes	AJDA, 5/2008, p. 221, obs. J.-M. PASTIER BJDU, 1/2008, pp. 63-70, concl. N. ESCAUT, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 5/2008, pp. 24-25, note J.-M. FEVRIER Constr.-urb., 6/2008, p. 22, note O. CHAMBORD Env., 4/2008, pp. 53-54, note J.-M. FEVRIER	11
CAA Bordeaux	05/02/08	Sté Osmose, n° 06BX00977	Notion de constructions contiguës	Constr.-urb., 2/2008, p. 26, note O. CHAMBORD	
CE, Sect. Rec.	07/02/08	Cne de Courbevoie, n° 297227, 297229 à 297336	Conséquences de l'illégalité d'un plan d'urbanisme sur un permis de construire	AJDA, 6/2008, p. 279, obs. C. FAIVRE AJDA, 11/2008, pp. 582-586, chr. J. BOUCHER et B. BOURGEOIS-MACHUREAU BJDU, 6/2007, pp. 459-470, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, pp. 38-39, note F. MELLERAY JCP A., 18/2008, pp. 34-36, note D. BAILLEUL RDI, 5/2008, pp. 240-250, note P. SOLER-COUTEAUX RFDA, 3/2008, pp. 559-574, concl. A. COURREGES, note H. de GAUDEMAR RJEP, n° 656, août-sept. 2008, pp. 22-28, concl. A. COURREGES	4-11
CAA Nancy	07/02/08	Epx B., n° 07NC00091	Le certificat d'urbanisme peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. IV	11
CE	12/02/08	Ville de Paris c/ Mme Sucheston-Fauchier, n° 310136	Légalité d'un permis de construire délivré à la suite d'un avis irrégulier de l'architecte des bâtiments de France	Constr.-urb., 4/2008, p. 27, note N. ROUSSEAU	6
CAA Paris	14/02/08	N° 06PA02355	Cristallisation temporaire des règles d'urbanisme en cas de refus illégal	Constr.-urb., 4/2008, pp. 27-28, note O. CHAMBORD	11
CJCE	21/02/08	Comm. CE c/ Italie, C-412/04	Marché et travaux réalisés par le titulaire d'un permis de construire ou d'une autorisation de lotir –	BJDU, 2/2008, pp. 115-125, obs. C. LAMBERT Dr. adm., 4/2008, pp. 26-27, comm.	8 - 9

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
			Participations d'urbanisme		
CE	22/02/08	Assoc. Air pur environnement d'Hermeville et ses environs, n° 291372	Le principe d'impartialité s'applique-t-il dans la phase d'instruction du permis de construire ?	BJDU, 2/2008, pp. 105-107, concl. Y. AGUILA	
TA Nice	29/02/08	Sté Axa, n° 0304025	L'assureur subrogé dans les droits du maître d'ouvrage peut contester la légalité du permis de construire délivré à celui-ci	Constr.-urb., 6/2008, pp. 17-18, note F. DIEU	11
CE, Tab.	07/03/08	Cne de Mareil-le-Guyon, n° 296287	Que faut-il entendre par « division foncière » ?	AJDA, 11/2008, p. 561, obs. E. ROYER BJDU, 1/2008, pp. 37-41, concl. Y. STRUILLLOU Constr.-urb., 5/2008, p. 23, P. CORNILLE JCP A, 15/2008, pp. 35-36, note G. PELLISSIER	9
CE, Tab.	07/03/08	Cne Lavandou, n° 297831	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appel d'un jugement sur recours en appréciation de légalité : la cour administrative d'appel doit transmettre au Conseil d'Etat</li> <li>• Constructions jumelées</li> </ul>	BJDU, 1/2008, pp. 33-36, concl. L. DEREPA JCP A, 13/2008, p. 7	11
CE, Tab.	07/03/08	SCI Hausmann Boétie, n° 293343	Entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 juin 2005 sur le changement d'usage des locaux	AJDA, 11/2008, p. 557, obs. A. VINCENT	12
CAA Paris	10/03/08	Président du Sénat c/ M. Apfelbaum et a., n° 05PA04644	Les règles d'urbanisme dans le jardin du Luxembourg... suite	AJDA, 18/2008, pp. 1007-1012, concl. B. BACHINI	3
CAA Versailles	14/03/08	Sté 3A Investissement, n° 06VE00659	Portée d'un certificat d'urbanisme	AJDA, 13/2008, p. 669, obs. A. VINCENT AJDA 21/2008, pp. 1159-1163, note S. DAVVESNE	
CAA Versailles	20/03/08	SCI VH, n° 06VE01606	Le maire n'est en situation de compétence liée pour ordonner l'interruption des travaux que lorsque la construction est réalisée sans autorisation de construire, ce qui n'est pas le cas lorsque le constructeur dispose d'une autorisation, même si elle ne lui permet pas légalement de	JCP A, 22/2008, p. 27, obs. G. PELLISSIER	11

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			réaliser les travaux		
CE, Tab.	31/03/08	Sté Normande de nettoyage, n° 285690	Coordination des procédures d'installation classée et de permis de construire	AJDA, 14/2008, p. 725, obs. M.-C. de MONTECLER BDEI, n° 15, mai 2008, pp. 39-42, concl. M. GUYOMAR BJCL, 5/2008, pp. 347-350, concl. M. GUYOMAR Env., 5/2008, p. 28, note P. TROUILLY JCP A, 25/2008, pp. 38639, note Ph. BILLET	<b>5</b>
CE, Tab.	31/03/08	Synd. des copropriétaires du 14 rue de la Cure, n° 292715	Délai de recours de copropriétaires à l'encontre d'une décision de non-opposition à travaux	AJDA, 14/2008, p. 728, obs. A. VINCENT BJCL, 5/2008, pp. 381-384, concl. M. GUYOMAR Env., 5/2008, p. 28, note P. TROUILLY JCP A, 25/2008, pp. 38-39, note Ph. BILLET	<b>11</b>
CE	16/04/08	Cne de Neubois, n° 305606	Une piscine non couverte n'est pas un bâtiment au sens de l'art. NC d'un POS	Constr.-urb., 6/2008, pp. 21-22, note P. CORNILLE	



## 11. Contentieux

### DOCTRINE

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
L'autorité de chose jugée s'attachant aux décisions rendues par le Conseil d'Etat en sa qualité de juge de cassation, J. CHARRET et S. DELIANCOURT	AJDA	11	24/03/08	568-574	
L'entrée en vigueur de la réforme des autorisation d'urbanisme et ses dispositions transitoires, P. HOCREITERE	RDI	1	Février 2008	8-18	10
L'arrêt <i>Commune de Courbevoie</i> : une occasion manquée ?, P. SOLER-COUTEAUX	RDI	5	Juin 2008	240-250	4

### JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
TA Clermont-Ferrand	27/02/07	Assoc. « de défense du cadre de vie des rues du Verger et des Allières », n° 0601695	La recevabilité des recours des associations après la loi ENL	AJDA, 1/2008, p. 54-58, note Y. PITTARD	10
TA Amiens	06/03/07	Assoc. « Habitons Mercey », n° 0502281	La recevabilité des recours des associations après la loi ENL	AJDA, 1/2008, pp. 54-58, note Y. PITTARD	10
CE, Tab.	06/04/07	M. Chabran et a., n° 296493	Conséquences de l'annulation du retrait d'un permis de construire	Rép. Defren., 3/2008, chr. Ph. BENOIT-CATTIN	10
CAA Versailles	21/05/07	M. Thierry Baro c/ SCI Armand Silvestre construction, n° 06/06575	Irrecevabilité d'une action en démolition fondée sur l'article L. 480-13 à l'encontre du vendeur en l'état futur d'achèvement qui n'est plus propriétaire	Constr.-urb., 1/2008, p. 25, note N. ROUSSEAU	10
CE	15/06/07	Arnaud c/ Cne Châteauneuf-du-Rhône	Urgence et référés en matière d'autorisation d'urbanisme	Env., 5/2008, pp. 39-40, note J.-M. FEVRIER	10
CAA Nancy	21/06/07	Sté Raver, n° 06NC01300	« Lorsque le recours administratif est obligatoire pour certaines personnes seulement, cette obligation n'est pas étendue aux	JCP A., 16/2008, pp. 16-17, note M. DUBUY	

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
			autres intéressés ». La CAA Nancy s'attelle ici à confirmer cet enseignement, opérant une application classique de la JP Leroy Merlin		
CE, Tab	16/07/07	Sté Tropic travaux signalisation, n° 291545	Contrats administratifs-concurrents évincés- recours de pleine juridiction- application aux concessions d'aménagement	AJDA, 29/2007, pp. 1577-1588, chr. F. LENICA et J. BOUCHER JCP A, 37/2007, pp. 25- 28, note M-C. ROUAULT LPA, 181/2007, pp. 6-13, note J.-M. GLATT RFDA, 4/2007, concl. CASA et 5/2007, note F. MODERNE et D. POUYAUD Rép. Defr. 3/2008, note J.-Ph. MENG	9
Cass. crim	02/10/07	X..., n° 06-85.363,	Le régime de la démolition ou de la mise en conformité	RDI, 1/2008, p. 46, obs. G. ROUJOU DE BOUBEE	
CE, Tab.	15/10/07	Féd. Déptale de l'hôtellerie de plein air de la Charente-Maritime et a., n° 269301 à 269303 et n° 269305 à 269307	Impossibilité d'exciper de l'illégalité d'un schéma directeur à l'appui du recours contre un POS	Constr.-urb., 1/2008, pp. 22-24 RJEP, n° 649, janv. 2008, pp. 28-30, concl. C. VEROT	3
CAA Versailles	18/10/07	SCI L'Orée de Noisy	Légalité d'une participation non imposée à un lotisseur	RDI, 2/2008, pp. 113-115, obs. P. SOLER-COUTEAUX	9-10
Cass. crim.	30/10/07	Christian D., n° 06-88.355	L'infraction à deux POS successifs	RDI, 1/2008, p. 47, obs. G. ROUJOU DE BOUBEE	
Cass. crim.	30/10/07	N° 06-89.320	Publication du jugement de condamnation	RDI, 2/2008, p. 97, obs. G. ROUJOU de BOUBEE	
Cass. civ. 3	30/10/07	N° 07-80.155	Amende et démolition	RDI, 4/2008, p. 212, obs. G. ROUJOU de BOUBEE	
CA Paris	31/10/07	SCI Paris Heine Source c/ M. et Mme Lenain	La règle de prospect du règlement du PLU visait bien, en l'espèce, à protéger l'intimité	RDI, 2/2008, pp. 115-116, obs. P. SOLER-COUTEAUX	4
CE	12/11/07	Min. Equip. c/ Cne Talaudière, n° 281345	Annulation d'un sursis à statuer fondé sur la prise en considération d'un projet d'autoroute	BJDU, 6/2007, pp. 425-428, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 1/2008, p. 22, note P. CORNILLE RDI 5/2008, pp. 291-293, obs. P. SOLER-COUTEAUX	10
CE, Tab.	12/11/07	Sté Globe Invest, n°	Droit de préemption urbain et	BJDU, 6/2007, pp. 442-446, concl. Y. AGUILA, obs. J.-C.	7

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		295798	zone d'aménagement différé. Un point de procédure qui n'est pas de détail	BONICHOT Constr.-urb., 1/2008, p. 21, note P. CORNILLE RDI, 3/2008, pp. 167-168, obs. P. SOLER-COUTEAUX	
CE	14/11/07	M. RAYSEGUIER, n° 305987	L'usufruitier successif a un intérêt pour agir contre un permis de construire	RDI, 5/2008, pp. 294-295, obs. P. SOLER-COUTEAUX,	
CEDH	27/11/07	Hamer c/ Belgique, n° 21861/03	Construction sans permis. Maintien pendant plus de 30 ans. Démolition. Absence de violation de l'art. 1 <sup>er</sup> du 1 <sup>er</sup> Protocole	AJDI, 4/2008, pp. 257 et 316-317, obs. J. RAYNAUD Etudes Foncières, n° 131, Janv.-fév./2008, p. 51, chr. F. HAUMONT et P. STEICHEN	10
CE, Avis, Tab.	28/11/07	Mme Flory, n° 303421	Carte communale et codécision	AJDA, 6/2008, pp. 313-316, note M. CARIUS Constr.-urb., 2/2008, pp. 22-23, note G. GODFRIN RDI, 4/2008, p. 229, obs. P. SOLER-COUTEAUX RJEP, n° 653, mai 2008, pp. 33-35	4
CE	03/12/07	Sté Fici, n° 299215	Quelles sont les illégalités d'un permis de construire qui peuvent entraîner la responsabilité de l'administration ?	BJDU, 6/2007, pp. 447-450, concl. L. DEREPAIS, obs. J.-C. BONICHOT	10
Cass. civ. 3	04/12/07	Sté Eurosic c/ RATP et direction des services fiscaux, n° 06-19.909	La recevabilité des conclusions déposées par le commissaire du gouvernement	RDI, 1/2008, p. 31, obs. C. MOREL	10
CE	12/12/07	Cne de Séné, n° 290312	Le juge de cassation contrôle-t-il ce qu'est une route de transit ? Une parcelle située aux abords d'une ria peut-elle être regardée comme un espace proche du rivage ?	BJCL, 1/2008, pp. 29-32, concl. M. GUYOMAR BJDU, 6/2007, pp. 451-454, concl. M. GUYOMAR, obs. B. PHEMOLANT	5
CE, Rec.	21/12/07	Groupement d'irrigation des prés de la forge et a., n° 280195	Le recours administratif ne suspend pas le délai de recours contentieux	BDEI, n° 14, mars 2008, pp. 43-51, concl. M. GUYOMAR RFDA, 3/2008, pp. 541-548, concl. M. GUYOMAR RJEP, n° 652, avr. 2008, pp. 21-27, concl. M. GUYOMAR	5
CE	23/01/08	Cne de Puget-sur-Argens, n° 307939	La condition d'urgence dans le référé suspension ne doit pas être liée à la propre imprudence des requérants	Constr.-urb., 5/2008, pp. 24-25, note J.-M. FEVRIER Dr. env., n° 157, avril 2008, p. IV	
CE, Tab.	23/01/08	Mazo, n° 308591	Précision sur la condamnation à l'amende pour recours abusif	JCP A, 6/2008, p. 6	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
CE, Tab.	29/01/08	Sté EDF en France, n° 307870 et 307876	Malgré l'obligation de remise en état, il peut être urgent de suspendre le permis de construire des éoliennes	AJDA, 5/2008, p. 221, obs. J.-M. PASTIER BJDU, 1/2008, pp. 63-70, concl. N. ESCAUT, obs. J.-C. BONICHOT Constr.-urb., 5/2008, pp. 24-25, note J.-M. FEVRIER Constr.-urb., 6/2008, p. 22, note O. CHAMBORD Env., 4/2008, pp. 53-54, note J.-M. FEVRIER	<b>10</b>
CAA Versailles	05/02/08	Sté Gadea Restaura, n° 06VE00207	L'absence, sauf exceptions, de reprise d'instance en excès de pouvoir	AJDA, 13/2008, pp. 695-697, chr. G. PELLISSIER	
CE, Sect. Rec.	07/02/08	Cne de Courbevoie, n° 297227, 297229 à 297336	Conséquences de l'illégalité d'un plan local d'urbanisme sur un permis de construire	AJDA, 6/2008, p. 279, obs. C. FAIVRE AJDA, 11/2008, pp. 582-586, chr. J. BOUCHER et B. BOURGEOIS-MACHUREAU BJDU, 6/2007, pp. 459-470, concl. A. COURREGES, obs. J.-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, pp. 38-39, note F. MELLERAY JCP A., 18/2008, pp. 34-36, note D. BAILLEUL RDI, 5/2008, pp. 240-250, note P. SOLER-COUTEAUX RFDA, 3/2008, pp. 559-574, concl. A. COURREGES, note H. de GAUDEMAR RJEP, n° 656, août-sept. 2008, pp. 22-28, concl. A. COURREGES	<b>4-10</b>
CAA Nancy	07/02/08	Epx B., n° 07NC00091	Le certificat d'urbanisme peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir	Dr. env., n° 157, avril 2008, p. IV	<b>10</b>
CAA Paris	14/02/08	N° 06PA02355	Cristallisation temporaire des règles d'urbanisme en cas de refus illégal	Constr.-urb., 4/2008, pp. 27-28, note O. CHAMBORD	<b>10</b>
CA Bordeaux	21/02/08	Sté Hatexim, n° 07/004980	Sur l'objet du permis de construire et les conséquences de son annulation sur la poursuite des travaux	Constr.-urb., 6/2008, pp. 23-25, note P.-E. DURAND	
TA Nice	29/02/08	Sté Axa, n° 0304025	L'assureur subrogé dans les droits du maître d'ouvrage peut contester la légalité du permis de construire délivré à celui-ci	Constr.-urb., 6/2008, pp. 17-18, note F. DIEU	<b>10</b>
CE, Tab.	07/03/08	Cne Lavandou, n°	Appel d'un jugement sur recours	BJDU, 1/2008, pp. 33-36, concl. L. DEREPA	<b>10</b>

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
		297831	en appréciation de légalité : la cour administrative d'appel doit transmettre au Conseil d'Etat. Constructions jumelées	JCP A, 13/2008, p. 7	
CE	19/03/08	Min. d'Etat, Min. Int. c/ Sté Poitevin constructions, n° 301797	La notification au préfet fait courir le délai du pourvoi en cassation	AJDA, 12/2008, p. 612, obs. C. FAIVRE BJDU, 2/2008, pp. 126-128, concl. R. KELLER	
CE, Tab.	19/03/08	Min. Transports c/ Assoc. pour la sauvegarde du Gers, n° 305593	Le référé-suspension « environnement » est applicable aux cartes communales	AJDA, 13/2008, p. 674, obs. A. VINCENT BJDU, 2/2008, pp. 129-132, concl. Y. AGUILA	4-5
CAA Versailles	20/03/08	SCI VH, n° 06VE01606	Le maire n'est en situation de compétence liée pour ordonner l'interruption des travaux que lorsque la construction est réalisée sans autorisation de construire, ce qui n'est pas le cas lorsque le constructeur dispose d'une autorisation, même si elle ne lui permet pas légalement de réaliser les travaux	JCP A, 22/2008, pp. 27, obs. G. PELLISSIER	10
CE	28/03/08	MEDAD c/ Mme Kadri, n° 314368	Pas de référé-liberté pour suspendre un arrêté d'interruption de travaux	AJDA, 14/2008, p. 729, obs. J.-M. PASTOR BJDU, 2/2008, pp. 133-135 Constr.-urb., 5/2008, pp. 24-25, note J.-M. FEVRIER	
CE, Tab.	31/03/08	Synd. des copropriétaires du 14 rue de la Cure, n° 292715	Délai de recours de copropriétaires à l'encontre d'une décision de non-opposition à travaux	AJDA, 14/2008, p. 728, obs. A. VINCENT BJCL, 5/2008, pp. 381-384, concl. M. GUYOMAR Env., 5/2008, p. 28, note P. TROUILLY JCP A, 25/2008, pp. 38639, note Ph. BILLET	10
CE	18/04/08	SARL Kaibacker, n° 304957	Le comportement dilatoire de l'administration caractérise l'urgence à suspendre un arrêté interruptif des travaux	Constr.-urb., 6/2008, p. 23, note O. CHAMBORD	
CE	07/05/08	Assoc. Comité de sauvegarde site Clarency Valensole, n°	La motivation d'une ordonnance de rejet en matière de référé-suspension	JCP A, 24/2008, pp. 27-29, note Ph. MOUKOKO	

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
		306333			
CE, Tab.	21/05/08	Mme Albertini, n° 293404	Peut-on modifier un projet de POS après l'enquête ? Quel est le contrôle du juge de cassation sur l'atteinte à l'économie générale ?	BJDU, 2/2008, pp. 99-102, concl. C. VEROT	<b>4</b>

## 12. Habitat

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Politiques de l'habitat et crises du logement, in Problèmes politiques et sociaux, n° 944, J-C. DRIANT	La documentation française	janvier 2008	111 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
Logement social et habitat : une nécessité faite loi, M. CARRAZ	AJDA	10	17/03/08	489	
<b>Dossier : Questions sur l'évolution du droit du logement social</b> - Le logement social entre solidarité, décentralisation, service public et concurrence, Y. JEGOUZO, pp. 500-505 - Un droit au logement... variablement opposable, J-Ph. BROUANT, pp. 506-510 - La délégation des aides à la pierre, premier bilan et perspectives, D. DUJOLS, pp. 511-517 - La réforme des offices de l'habitat, T. TUOT, pp. 517-521	AJDA	10	17/03/08	500-521	
L'accession sociale à la propriété et les collectivités territoriales : un dispositif en construction	AJDA	22	23/06/08	1177-1180	
L'occupation des logements HLM mise à mal. A propos de l'accord Union sociale pour l'habitat/Etat du 18 décembre 2007, B. WERTENSCHLAG	AJDI	6	2008	449-452	
Faut-il désespérer du droit au logement ?, V. SAINT-JAMES	JCP A	1-2	07/01/08	31-35	
Le contentieux des sanctions par l'Etat des communes défallantes dans la réalisation de logements sociaux. Premières applications et perspective, X. HAILI	JCP A	27	30/06/08	39-44	
<b>Dossier : Le gouvernement des villes</b> Introduction de O. Mougin, P. Veltz, Au delà du développement local Entretien avec D. Mangin, Les flux, l'architecture et la ville Entretien avec V. Renard, L'urbanisme et le foncier. La déconnexion entre le spatial et la finance Entretien avec C. Conrad, Face à la demande de logement. Logements sociaux, parc locatif et architecture R. Epstein, L'éphémère retour des villes, . L'autonomie locale à l'épreuve des recompositions de l'Etat F. Ascher Effet de serre, changement climatique et capitalisme cleantech C. Ghorra-Gobin, Le gouvernement des «espaces métropolisés ». Refonder la relation entre l'Etat et	Esprit	-	Fév. 2008	55-175	<b>0, 1, 13</b>

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
le territoire national					
Rapport Anciaux sur le logement étudiant	MTP	5450	09/05/08	Cah. dét.	
Les HLM, fer de lance de l'innovation sociale, P. DELOHEN, A. MOUHADDAB	MTP	5455	13/06/08	52-62	
L'accession à la propriété des usagers du service public du logement social, E. CELESTINE	RDP	1	2008	81-101	
Le bilan en demi-teinte de l'Acte II. Décentraliser plus ou décentraliser mieux ?, G. MARCOU	RFDA	2	Mars-avril 2008	295-315	1-2

## DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Amélioration énergétique du parc de logements existants, Rapport au ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, Ph. PELLETIER, tome 1 <a href="http://www.anah.fr/actualite/infos/pdf/Ameliorationenergetique-TOMEI-RAPPORT-05-09-07.pdf">http://www.anah.fr/actualite/infos/pdf/Ameliorationenergetique-TOMEI-RAPPORT-05-09-07.pdf</a>	ANAH	Août 2007	101 p.	
Le comité opérationnel « rénovation des bâtiments existants » du Grenelle de l'environnement a mis en ligne son rapport sur le site de l'Anah <a href="http://www.anah.fr/actualite/actu-frameset.htm">http://www.anah.fr/actualite/actu-frameset.htm</a>	ANAH	15/01/08		
Le logement en Haute-Normandie, K. PLANQUOIS, Rapport du CES Haute-Normandie <a href="http://www.cesdefrance.fr/pdf/6513.pdf">http://www.cesdefrance.fr/pdf/6513.pdf</a>	CES Haute-Normandie	04/02/08	128	
Dérouler les implications du droit au logement opposable - 13e rapport du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, Paris <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000324/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000324/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	2008	124 p.	
Les Etats généraux du logement en Ile-de-France - Groupe de travail n° 1 : « Comment impulser de nouvelles dynamiques territoriales en Ile-de-France ? », Ministère du logement et de la ville ; Ile-de-France, Préfecture Paris. <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000275/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000275/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Ministère du logement et de la ville	2008	18 p.	
Les Etats généraux du logement en Ile-de-France - Groupe de travail n° 2 : « Comment produire davantage de foncier aménageable et mieux articuler urbanisme et logement », Ministère du logement et de la ville, Ile-de-France Préfecture, Paris. <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000276/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000276/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Ministère du logement et de la ville	2008	23 p.	
Les Etats généraux du logement en Ile-de-France - Groupe de travail n° 3 : « Comment prendre en compte les spécificités du marché du logement francilien ? », Ministère du logement et de la ville, Ile-de-France. Préfecture. Paris. <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000277/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000277/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Ministère du logement et de la ville	2008	21 p.	
Les Etats généraux du logement en Ile-de-France - Groupe de travail n° 4 : « Comment assurer un accès continu au logement ou les enjeux sociaux de la crise », Ministère du logement et de la ville, Ile-de-France.	Ministère du logement et de la ville	2008	20 p.	

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Préfecture. Paris. <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000278/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000278/index.shtml?xtor=EPR-526</a>				

### JURISPRUDENCE COMMENTEE

Jur.	Date	Parties, n° req.	THEME	COMMENTAIRES/CONCLUSIONS	R2
CE, Rec.	30/01/08	Ville de Paris c/ Soc CECOGI, n° 299675	Droit de préemption et programme local de l'habitat – Motivation	AJDA, 6/2008, p. 281, obs. Y. JEGOUZO BJDU, 1/2008, pp. 50-56, concl. A. COURREGES, obs. J-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, p. 40 Etudes Foncières, n° 131, janv.-fév./2008, pp. 48-49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX Etudes Foncières, n° 132, mars-avr./2008, p. 42, chr. D. DUTRIEUX JCP A, 8/2008, p. 8	
CE, Tab.	07/03/08	SCI Haussmann Boétie, n° 293343	Entrée en vigueur de l'ordonnance du 8 juin 2005 sur le changement d'usage des locaux	AJDA, 11/2008, p. 557, obs. A. VINCENT	10
CE, Rec.	30/01/08	Ville de Paris c/ Sté CECOGI, n° 299675	Droit de préemption et programme local de l'habitat – Motivation	AJDA, 6/2008, p. 281, obs. Y. JEGOUZO BJDU, 1/2008, pp. 50-56, concl. A. COURREGES, obs. J-C. BONICHOT Dr. adm., 4/2008, p. 40 Etudes Foncières, n° 131, janv.-fév./2008, pp. 48-49, chr. J.-P. DEMOUVEAUX Etudes Foncières, n° 132, mars-avr./2008, p. 42, chr. D. DUTRIEUX JCP A, 8/2008, p. 8	7
Cass. civ. 1, Bull.	28/11/07	Bertholier Vve Raynaud c/ Cne de Meyreuil, n° 06-19.405	Action récursoire du maire à l'encontre du propriétaire d'un terrain en remboursement des travaux exécutés par la commune pour prévenir un danger grave et imminent	D. 2008, AJ 23 JCP A., 12/2008, pp. 35-37, note O. RENARD-PAYEN RDI, 4/2008, pp. 191-192, obs. F. G. TREBULLE	
CAA Douai	28/12/07	Cne Pont-de-Metz, n° 06DA01758	Conflit de compétences entre une communauté d'agglomération et	AJDA, 8/2008, pp. 410-416, concl. J. LEPERS	1

<b>Jur.</b>	<b>Date</b>	<b>Parties, n° req.</b>	<b>THEME</b>	<b>COMMENTAIRES/CONCLUSIONS</b>	<b>R2</b>
			une commune concernant l'accueil des gens du voyage		
TA Paris Ord.	20/05/08	Fofana et Assoc. Droit au logement- Paris et ses environs, n° 807829/9/1	Droit au logement	JCP A, 23/2008, pp. 31-34, note F. ROUSSEL	

## 13. Politique de la ville

### OUVRAGES

TITRE/ REF.	Editeur	DATE	Pages	R2
Les politiques de la ville, C. CHALINE, 5 <sup>ème</sup> éd., QSJ N° 3232	PUF	Mars 2008	128 p.	

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
<b>Dossier : Le gouvernement des villes</b> Introduction de O. Mougin, P. Veltz, Au dela du développement local Entretien avec D. Mangin, Les flux, l'architecture et la ville Entretien avec V. Renard, L'urbanisme et le foncier. La déconnexion entre le spatial et la finance Entretien avec C. Conrad, Face à la demande de logement. Logements sociaux, parc locatif et architecture R. Epstein, L'éphémère retour des villes, . L'autonomie locale à l'épreuve des recompositions de l'Etat F. Ascher Effet de serre, changement climatique et capitalisme cleantech C. Ghorra-Gobin, Le gouvernement des «espaces métropolisés ». Refonder la relation entre l'Etat et le territoire national	Esprit	-	Fév. 2008	55-175	<b>0, 1, 12</b>
Que signifie la démarche du « Grand pari de l'agglomération parisienne » ?, M. WEIL	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	12-15	<b>2</b>
Veut-on vraiment lutter contre l'étalement urbain ?, X. DESJARDINS	Etudes foncières	131	Janv.-fév./2008	16-19	

### DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Programme national de requalification des quartiers dégradés (article 12 du projet de loi sur la mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion), H. FELTZ, Conseil économique et social, Paris, Journaux officiels <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000454/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000454/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	CES	Juillet 2008	72 p.	
Réunifier et réconcilier la ville. Constat et propositions, Gérard LE GALL. Avis du Conseil Economique et Social <a href="http://www.ces.fr/ces_dat2/2-3based/base.htm">http://www.ces.fr/ces_dat2/2-3based/base.htm</a>	CES	Janvier 2008	158 p.	9
L'Institut des villes. Rapport d'étape, Conseil général des Ponts et Chaussées, Centre national de la fonction publique	CGPC/	Mai 2008	24 p.	

territoriale <a href="http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/005657-01_rapport.pdf">http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/005657-01_rapport.pdf</a>	CNFPT			
---	-------	--	--	--

## 14. Urbanisme outre-mer

### PERIODIQUES

TITRE/ REF.	Revue	N°	DATE	Pages	R2
La statut nouveau de collectivité d'outre-mer des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin (Exégèse comparative des articles 4 et 5 de la loi organique du 21 février 2007, portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer), A. ORAISON	RDP	1	2008	153-183	
Le statut des Terres Australes et Antarctiques Françaises après la loi du 21 février 2007, G. EVEILLARD	RDP	1	2008	103-138	

### DOCUMENTATION EN LIGNE

TITRE/ REF.	Organisme	DATE	Pages	R2
Rapport d'information n° 355 fait au nom de la Commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur le logement outre-mer, H. TORRE, Sénat, Paris <a href="http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000356/index.shtml?xtor=EPR-526">http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000356/index.shtml?xtor=EPR-526</a>	Sénat	Mai 2008	70 p.	